

Communes de Saint-Pierre-Laval (42620) et de Châtelus (03120)
Communauté de Communes du Pays de Lapalisse (03120),

ENQUÊTE PUBLIQUE

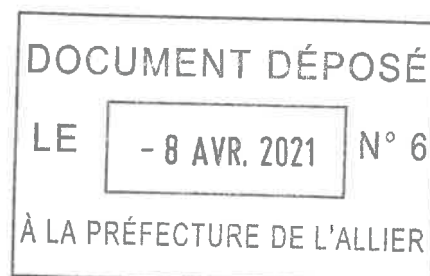
du 17 février 2021 au 19 mars 2021 inclus

Prescrite par arrêté préfectoral n° 195 / 2021 du 25 janvier 2021.

ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE RELATIVE A LA
DEMANDE D'AUTORISATION PAR LA « SAS CARRIERES VIALLET » D'EXPLOITER EN RENOUVELLEMENT
ET EXTENSION LA CARRIERE DE ROCHES MASSIVES SITUEE AU LIEU-DIT « BOIS TRAYON »
SUR LES COMMUNES DE SAINT-PIERRE-LAVAL ET DE CHATELUS,
ET MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DU PAYS DE LAPALISSE.

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

DUGNE Jean Louis
Commissaire Enquêteur



Sommaire

Chapitre 1 – Généralités

1.1	Préambule	4
1.2	Le Maître d'ouvrage du projet	4
1.2.1	Demande d'autorisation d'exploitation de la carrière	4
1.2.2	Mise en compatibilité du PLUi	4
1.3	Objet de l'enquête publique	5
1.3.1	Demande d'autorisation d'exploitation de la carrière	5
1.3.2	Mise en compatibilité du PLUi	5
1.4	Le contexte environnemental	5
1.4.1	Milieu naturel	5
1.4.2	Plans et schémas territoriaux	6
1.4.3	Règlements d'urbanisme	6
1.5	L'emprise foncière du projet	6
1.6	Cadre juridique de l'enquête publique	8
1.7	Composition du dossier d'enquête	8
1.8	Présentation du projet soumis à l'enquête publique	9
1.8.1	Demande d'autorisation d'exploitation de la carrière	9
1.8.1.1	Caractéristiques principales du projet	9
1.8.1.2	Défrichement	13
1.8.1.3	Modalités d'exploitation	14
1.8.1.4	Remise en état du site d'exploitation	16
1.8.1.5	Principaux impacts potentiels du projet	16
1.8.1.5.1	Plans et schémas territoriaux	16
1.8.1.5.2	Hydrologie, hydrogéologie, réseaux, assainissement, AEP	17
1.8.1.5.3	Population cadre de vie	17
1.8.1.5.4	Nuisances bruit, poussières, vibrations, gaz, trafic routier	17
1.8.2	Mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse	18
1.8.2.1	Caractéristiques principales du projet de mise en compatibilité du PLUi	18

Chapitre 2 – Organisation et déroulement de l'enquête

2.1.	Désignation du commissaire enquêteur	19
2.2.	Modalités de l'enquête	19
2.3.	Information du public	20
2.3.1	Insertions presse	20
2.3.2	Affichage	20
2.3.3	Affichage sur site	20
2.3.4	Mise à disposition du dossier	20
2.4.	Déroulement de l'enquête	20
2.5.	Clôture de l'enquête	21
2.6.	Observations du public recueillies durant l'enquête	21

Chapitre 3 – Examen du dossier et analyse des observations

3.1.	Dossier soumis à l'enquête publique	22
3.2	Avis des personnes publiques associées	22
3.3	Observations du public	23
3.4	Observations des collectivités concernées	24
3.4.1	Commune de Châtelus	24
3.4.2	Commune de Saint-Pierre-Laval	24
3.4.3	Communauté de communes Pays de Lapalisse	24
3.4.4	Commune de Droiturier	24
3.4.5	Commune d'Andelaroche	24
3.4.6	Commune de Saint-Martin-d'Estréaux	24
3.5	Observations du commissaire enquêteur	24
3.5.1	Demande d'autorisation d'exploitation de la carrière	
3.5.1.1	Prévention des risques	24
3.5.2.2	Défrichements	25
3.5.3.3	Commentaires sur les observations du public	25
3.5.2	Projet de mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse	26
3.6	Procès-verbal de synthèse des observations	26
3.7	Réponses de la Sté VIALLET au PV de synthèse	26

ANNEXES

- ✓ Courrier de demande d'autorisation d'exploitation du 20/04/2018 par la société Carrières VIALLET,
- ✓ Arrêté du 29/12/2020 du président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLUi,
- ✓ Arrêté préfectoral n° 195/2021 du 25 janvier 2021,
- ✓ Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 29 janvier 2021,
- ✓ Avis de la CDPENAF,
- ✓ Avis de la Chambre d'Agriculture,
- ✓ Insertions presse La Montagne et Semaine de l'Allier des 28/01/2021 et 18/02/2021,
- ✓ Certificats d'affichage,
- ✓ Procès-verbal de synthèse des observations,
- ✓ Réponse de l'entreprise Carrières VIALLET au PV de synthèse.

Cette enquête publique conjointe a fait l'objet de la mise à disposition du public de deux dossiers relatifs d'une part à la demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et en extension la carrière de roches massives située au lieu-dit « Bois Trayon » sur les communes de Saint-Pierre-Laval et de Châtelus par la société Carrières Viallet, et de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes du Pays de Lapalisse d'autre part.

Le présent rapport est commun aux deux procédures.

Les avis et conclusions motivées sur l'une et l'autre procédure, font l'objet de 2 documents distincts, séparés du présent rapport.

Rapport du Commissaire Enquêteur

Chapitre 1 – Généralités

1.1 Préambule

Une enquête publique a été prescrite par l'arrêté n° 195 / 2021 en date du 25 janvier 2021 de Mme la préfète de l'Allier.

Cette enquête publique conjointe concerne la demande d'autorisation d'exploiter, en renouvellement et en extension, une carrière de roches massives située au lieu-dit « Bois Trayon » sur les communes de Saint Pierre-Laval (42620) et de Châtelus (03120), par la Société Carrières VIALLET ainsi que la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme du Pays de Lapalisse pour déclaration de projet.

La demande d'autorisation a été déposée à la préfecture de l'Allier le 9 mai 2018 par la société Carrières VIALLET.

Le président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse a prescrit la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLUi par un arrêté en date du 29/12/2020.

1.2 Le Maître d'ouvrage du projet

1.2.1 Demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de Bois Trayon

Le maître d'ouvrage porteur du projet soumis à enquête est la **société Carrières VIALLET**.

La demande d'autorisation a été déposée en 2018 par la SARL Carrières VIALLET. Depuis cette date, la société Carrières VIALLET a modifié son statut juridique, elle est aujourd'hui constituée en Société par Actions Simplifiée.

Son siège social est situé à Beaulieu, commune de Saint Léon (03220).

Le signataire de la demande est M. Michel VIALLET agissant au moment de la demande en qualité de gérant de la Sarl.

M. Pierre VIALLET est en charge de ce projet.

1.2.2 Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Pays de Lapalisse

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Pays de Lapalisse n'est pas compatible à ce jour avec l'exploitation de la carrière existante au Bois Trayon et dont l'autorisation de renouvellement et extension fait l'objet de la demande ci-dessus.

La Communauté de communes Pays de Lapalisse projette la mise en compatibilité de son PLUi pour déclaration de projet dans le cadre d'une **procédure conjointe d'évaluation environnementale** prévue à l'article L.122-14 du code de l'environnement.

1.3 Objet de l'enquête publique

1.3.1 Demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de Bois Trayon

Le 30 janvier 1998 sous le n° 365 / 98, un arrêté d'exploitation de la carrière du « Bois Trayon » a été délivré par M. le préfet de l'Allier à la société CERF France pour une durée de 20 ans.

L'arrêté n° 2633 / 09 de M. le préfet de l'Allier en date du 3 août 2009, autorise la Sarl Carrières VIALLET à succéder à la société CERF France pour l'exploitation de la carrière du « Bois Trayon ».

En application du code de l'environnement, la société Carrières VIALLET demande à Mme la préfète de l'Allier, l'autorisation d'exploiter une carrière située au lieu-dit « Bois Trayon », relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'autorisation d'exploitation est demandée pour une durée de 30 ans.

L'enquête publique porte sur la demande d'autorisation d'exploitation en renouvellement et en extension de la carrière du Bois Trayon.

1.3.2 Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Pays de Lapalisse

La communauté de communes Pays de Lapalisse est dotée, pour ses 14 communes membres, d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé le 18/06/2009 et dont la dernière modification simplifiée n°3 date du 2 juin 2016.

La carrière pourtant autorisée depuis 1998 est classée en zone A (agricole) et Nf (naturelle forestière) du PLUi, elle aurait dû être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de carrière).

L'enquête publique porte sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme du Pays de Lapalisse.

A noter que cette mise en compatibilité du PLUi ne concerne que la commune de Saint-Pierre-Laval, la commune de Châtelus fait partie de la Communauté de communes Vichy Communauté. Un PLUi Montagne Bourbonnaise en cours d'élaboration couvrira la commune de Châtelus.

1.4 Le contexte environnemental

1.4.1 Milieu naturel

Le site de la carrière est éloigné des ZNIEFF de type I, les plus proches étant celle de « l'Etang de la Gaudinière » située à 3,7 km au Nord-Ouest, et celle de « Besbre de Trezelles à Lapalisse » située à 10,5 km au Nord-Ouest.

(ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique, et Floristique)

Les autres milieux naturels identifiés et répertoriés sont très éloignés du site de la carrière.

1.4.2 Plans et Schémas territoriaux

Le projet est concerné par les différentes servitudes liées en particulier au Schéma Départemental des Carrières approuvé le 29 juin 2012.

Le site du projet de carrière de « Bois Trayon » intègre le périmètre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne (programme pluriannuel 2016 à 2021).

La rivière Besbre ne fait pas l'objet d'un SAGE, mais des contrats de rivière sont réalisés sur la Besbre visant à restaurer et à préserver la Besbre et sa biodiversité remarquable.

A noter que la Commission locale de l'Eau du SAGE Allier aval a engagé la réalisation d'une étude d'inventaire des zones humides sur le territoire de la communauté de communes du Pays de Lapalisse.

1.4.3 Règlements d'Urbanisme

La commune de Saint-Pierre-Laval appartient à la communauté de communes du Pays de Lapalisse qui regroupe 14 communes. Elle a adopté, par délibération du conseil communautaire en date du 18 juin 2009, un Plan Local d'urbanisme Intercommunal (PLUi). Ce PLUi a déjà fait l'objet de diverses évolutions et de régularisations, et dont la dernière modification simplifiée n°3 date du 2 juin 2016.

Or le site de la carrière du Bois Trayon pourtant autorisé depuis 1998, apparaît au PLUi en zone A (zone agricole) et Nf (zone naturelle forestière). Cette carrière devrait être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de carrière).

La dernière modification du PLUi ayant omis de régulariser cette situation non conforme, la présente enquête vise à mettre en conformité le PLUi avec l'exploitation de la carrière.

La commune de Châtelus appartient à la communauté de communes de Vichy Communauté.

A ce jour, la commune ne dispose pas de document d'urbanisme applicable, l'ensemble de son territoire est donc régi par le règlement national d'urbanisme (RNU).

Un Plan Local d'Urbanisme intercommunal est en cours d'élaboration sur les 15 communes de la Montagne Bourbonnaise. La présence de la carrière sur le territoire de la commune de Châtelus devra être prise en compte dans le futur PLUi de la Montagne Bourbonnaise.

1.5 L'emprise foncière du projet

La demande d'autorisation d'exploiter concerne une surface de 99 501 m².

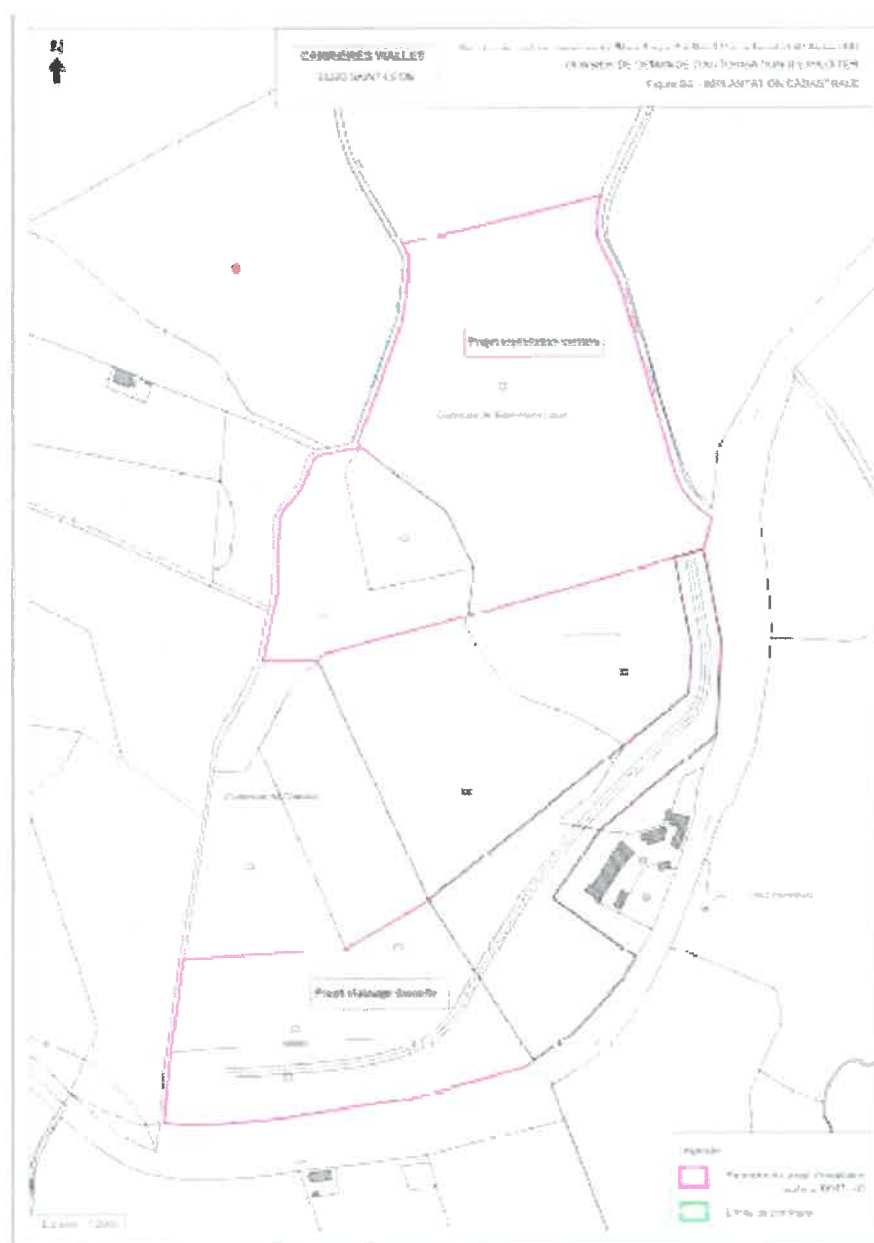
L'emprise foncière du projet est supérieure à celle qui a fait l'objet de la précédente autorisation d'exploitation (arrêté préfectoral n° 365 / 98 du 30/01/1998), qui ne portait que sur 41 935 m².

Lieu dit et section	N° parcelle	Surface cadastrale m ²	Surface autorisée et sollicitée en renouvellement m ²	Propriétaires
Saint-Pierre-Laval section AB	52	41 860	41 860	M. Philippe HUG
Saint-Pierre-Laval section AN	69	19 409	5 631	M. Michel VIALLET
Saint-Pierre-Laval section AN	38	35 401	12 800	SCI de Beaulieu
Châtelus section A	47	4 770	4 770	SCI de Beaulieu
Châtelus section A	48	12 383	9 606	M. Michel VIALLET
Châtelus section A	51	7 533	7 533	SCI de Beaulieu

Châtelus section A	52	8 004	8 004	SCI de Beaulieu
Châtelus section A	372	19 300	9 297	M. Michel VIALLET
Total		148 660 m ²	99 501 m ²	

La commune de Saint-Pierre-Laval est concernée par 6.03 ha, la commune de Châtelus par 3.92 ha.
 Un contrat de forage lie la société Carrières VIALLET avec M. Philippe HUG propriétaire de la parcelle cadastrée AB 52 sur la commune de Saint-Pierre-Laval.
 L'emprise du projet ne porte sur aucun chemin rural ou communal de sorte que la surface totale du projet correspond bien à la superficie indiquée dans ce tableau.

Le projet ne se situe pas dans un rayon de 500 m autour d'un monument historique.
 Aucun vestige archéologique n'a été répertorié sur le site.



1.6 Cadre juridique de l'enquête

L'enquête publique est réalisée dans le cadre des dispositions légales et réglementaires suivantes.

- Le code de l'environnement dans son art. L.122-14, visant à la mise en œuvre d'une procédure d'évaluation environnementale commune,
- La demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation en date du 20 avril 2018 présentée par l'entreprise Carrières VIALLET à Mme la préfète de l'Allier,
- La lettre en date du 31/12/2020 adressée à M. le Président du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, par laquelle M. le Président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse demande la désignation d'un commissaire enquêteur,
- La désignation du commissaire enquêteur chargé de l'enquête, n° E20000087 / 63 en date du 05/01/2021, par le Président du Tribunal Administratif de Clermont Ferrand,
- L'arrêté préfectoral n° 195 / 2021 en date du 25/01/2021, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique.
- Le Schéma Départemental des Carrières,

Depuis la loi ALUR du 24 mars 2014, le Schéma Régional des Carrières devra se substituer au Schéma Départemental des Carrières de l'Allier révisé et approuvé par arrêté préfectoral du 29 juin 2012.

A noter que le Schéma Régional des Carrières Auvergne-Rhône-Alpes est actuellement en cours d'élaboration au stade de la concertation préalable.

Le cadre législatif et réglementaire de l'enquête est celui du code de l'environnement notamment le Livre I, titre II, chapitre 3 ainsi que le Livre V, titre I de la partie réglementaire.

L'enquête est réalisée conformément aux dispositions du code de l'environnement relatif aux incidences éventuelles du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même Code.

Les carrières sont, au regard de leur exploitation, des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette activité est soumise au régime légal défini au chapitre V, titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Les carrières sont visées à la rubrique n° 2510 « *carrière ou autre extraction de matériaux* » de la nomenclature des ICPE et relèvent du régime de l'autorisation.

1.7 Composition du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête transmis par la préfecture de l'Allier, Mission Interministérielle de Coordination Politiques Interministérielles Economie et Environnement, comporte :

- Arrêté de Mme la préfète de l'Allier n° 195 / 2021 en date du 25/01/2021, portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension de la carrière de roches massives au lieu-dit "Bois Trayon" sur les communes de Saint-Pierre-Laval et de Châtelus, présentée par la SAS Carrières VIALLET, et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Pays de Lapalisse,
- Avis d'enquête publique,
- Avis de l'Autorité Environnementale en date du 22/09/2019,
- Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité en date du 31/05/2018,
- Avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en date du 14/01/2021,
- Avis de la Chambre d'Agriculture de l'Allier en date du 15/01/2021,

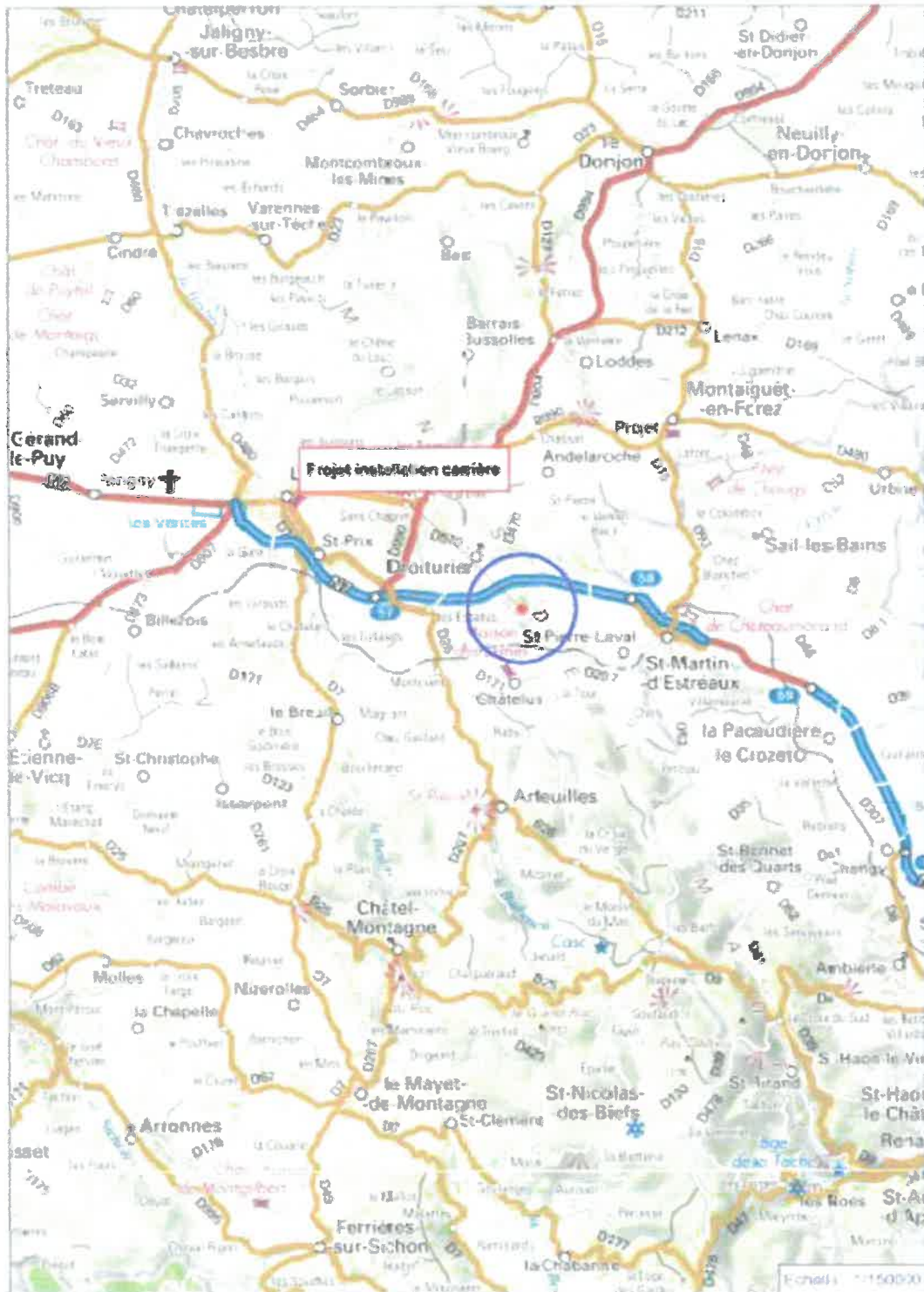
- Arrêté du Président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse prescrivant la mise en compatibilité du PLUi,
- Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint Etat et personnes publiques associées du 29/01/2021,
- 2 dossiers techniques comprenant :
 - ✓ Dossier de déclaration de projet de mise en compatibilité du PLUi, soumis par Communauté de Communes Pays de Lapalisse,
 - ✓ Dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation soumis par Carrières VIALLET comprenant :
 - Courrier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation,
 - Dossier de présentation du projet comprenant 44 pages, et annexes,
 - Etude d'impact et résumé non technique comprenant 183 pages, et annexes,
 - Etude de dangers et résumé non technique en 38 pages,
 - Notice hygiène et sécurité en 17 pages,
 - Plan d'ensemble Nord au 1/400^{ème}
 - Plan d'ensemble Sud au 1/400^{ème}
 - Plan de remise en état Nord au 1/400^{ème}
 - Plan de remise en état Sud au 1/400^{ème}
 - Plan des abords au 1/1500^{ème}
- 3 Registres d'enquête publique destinés à l'enquête publique, signés et paraphés par le commissaire enquêteur, comportant 32 pages, et mis à la disposition du public en mairies de Châtelus, Saint-Pierre-Laval et au siège de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse.

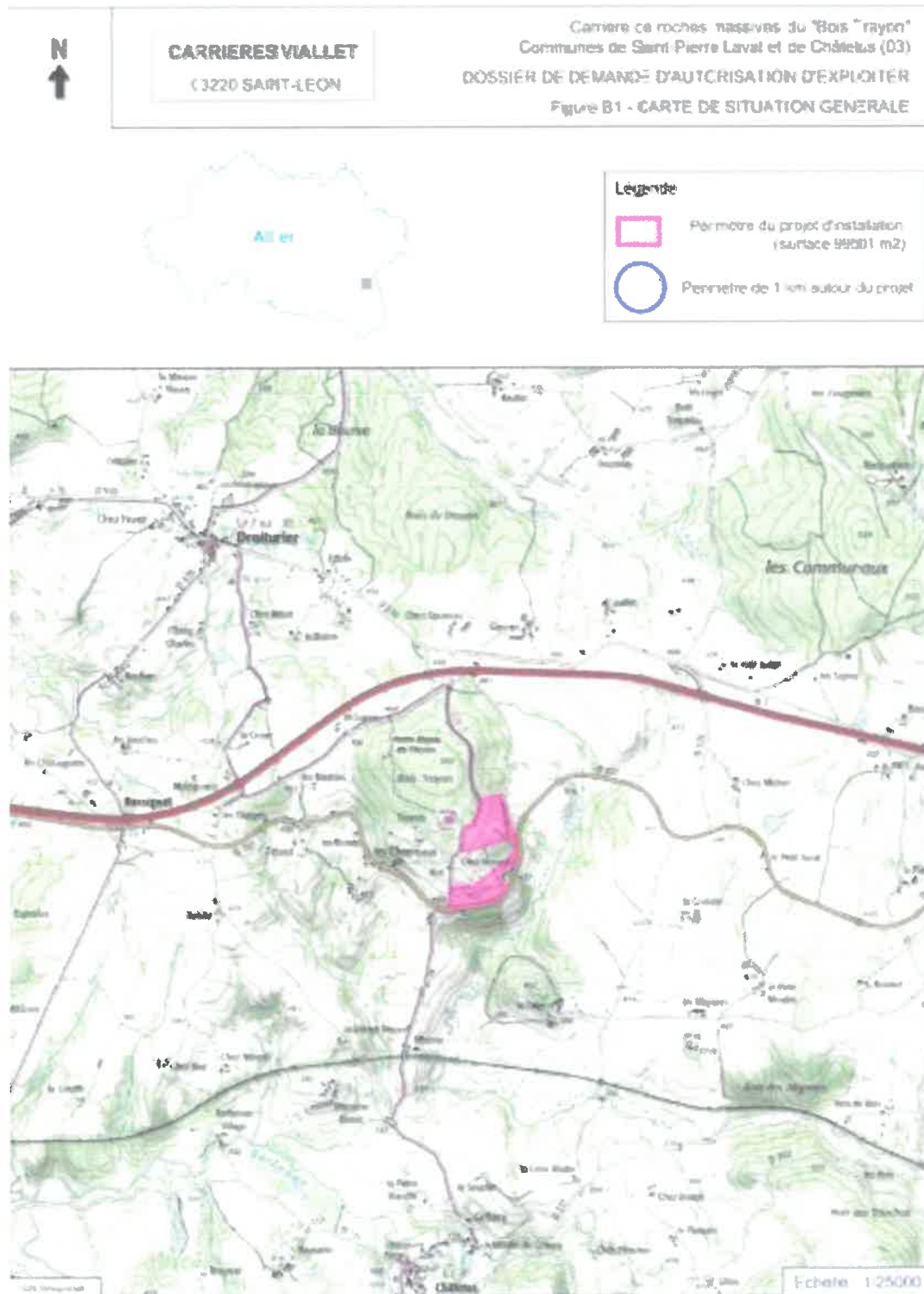
1.8 Présentation du projet soumis à l'enquête publique

1.8.1 Demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de Bois Trayon

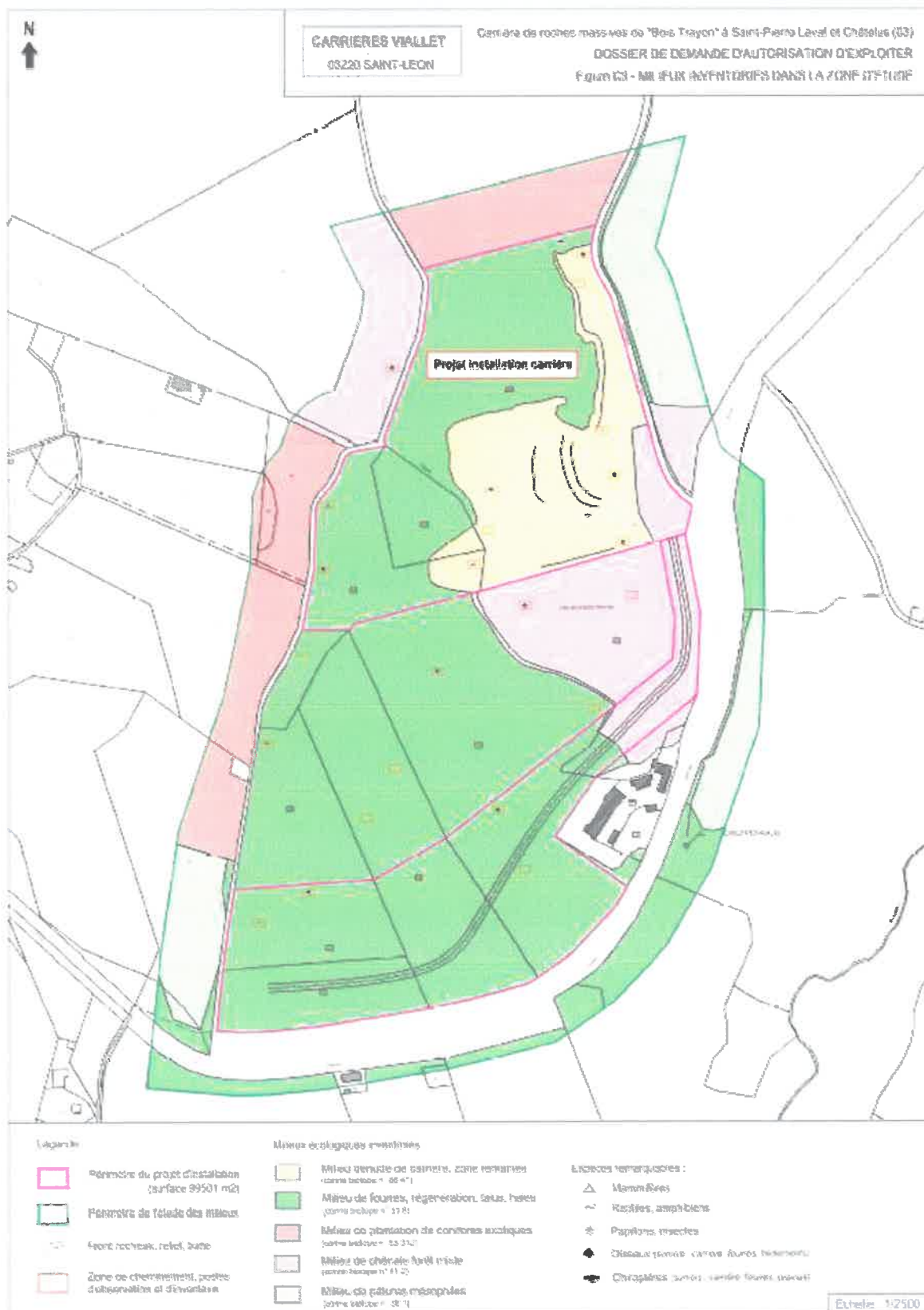
1.8.1.1 Caractéristiques principales du projet

La carrière est située au lieu-dit « Bois Trayon », sur le territoire des communes de Saint-Pierre-Laval (42620) et Châtelus (03120). Le site se trouve en bordure de la RD 707, ancienne nationale 7, à une dizaine de kilomètres de Lapalisse. La carrière est accessible directement par la RD 707.





L'environnement actuel de la carrière du Bois Trayon.



L'exploitation de la carrière de roches granitiques du « Bois Trayon » a été autorisée le 30 janvier 1998 pour une durée de 20 ans, soit jusqu'au 30 janvier 2018 et sur une emprise foncière de 4.2 ha.

Le projet présenté de poursuite d'exploitation correspond à un élargissement et à un approfondissement de cette carrière jusqu'à 440 m NGF. Le site en son centre est aujourd'hui à 450 m NGF.

La société CARRIERES VIALLET prévoit également une aire dédiée au traitement, au stockage et à la vente des granulats sur des terrains embranchés sur la RD707.

L'emprise foncière du projet porte désormais sur 9.95 ha.

La durée d'exploitation sollicitée est de 30 ans dont 6 mois de remise en état.

La production annuelle envisagée est de 140 000 tonnes/an au maximum, avec une production courante de 120 000 tonnes/an. A noter que la précédente autorisation de 1998 portait sur une production de 600 000 tonnes/an.

L'emprise foncière de 9.95 ha doit être utilisée d'une part pour l'extraction et le traitement primaire des roches massives granitiques extraites sur 4.15 ha et pour le traitement final des granulats, le stockage des matériaux élaborés et des résidus issus de l'exploitation, les pistes de circulation, les infrastructures diverses et les écrans paysagers périphériques sur 5.80 ha.

La zone d'extraction est éloignée de 10 m au minimum des limites autorisées.

L'exploitation est prévue dans le relief sur 3 fronts successifs de 15 m de hauteur chacun, carreau d'exploitation final fixé à 400 m, point haut du dernier front de taille à 485 m.

Les matériaux rocheux granitiques doivent être traités en granulats destinés aux travaux publics, aménagements de voiries et paysagers.

Cette exploitation est réalisée à ciel ouvert, à flanc de coteau et hors d'eau. Les matériaux sont extraits par minage à l'explosif et extraction à la pelle mécanique, le traitement des roches massives est réalisé par broyage concassage et criblage avec engins mobiles à moteurs thermiques.

Aucune admission ou transit de déchets inertes n'est prévu sur le site de la carrière du Bois Trayon.

Deux bassins de rétention des eaux de ruissellement seront aménagés en point bas de l'installation sur le carreau de carrière et sur l'aire traitement-stockage-vente. Les bassins sont dimensionnés pour recevoir, stocker et écrêter les écoulements d'eaux issues du site, afin de minimiser les écoulements vers le milieu aval. Les ruissellements sont provoqués par les pluies et par l'écoulement d'eaux souterraines dans le versant de carrière.

1.8.1.2 Défrichement

Des opérations de défrichements sont prévues sur 34 055 m², pour la mise en exploitation de la carrière, pour l'aménagement de la piste de transfert et de l'aire de traitement-stockage-vente.

Commune	Section	N° Parcelle	Statut forestier	Surface parcelle (en m ²)	Surface défrichée (en m ²)	Demande d'autorisation requise
Saint-Pierre-Laval	AB	52	oui	41860 m ²	15000 m ²	Oui, massif > 4 ha
Saint-Pierre-Laval	AN	69	oui	19409 m ²	1350 m ²	Non, inférieure 4 ha
Saint-Pierre-Laval	AN	38	non	35401 m ²	-	-
Châtelus	A	47	oui	4770 m ²	4435 m ²	Oui, massif > 4 ha
Châtelus	A	48	oui	12383 m ²	4050 m ²	Oui, massif > 4 ha
Châtelus	A	51	oui	7533 m ²	4490 m ²	Non, inférieure 4 ha
Châtelus	A	52	oui	8004 m ²	4730 m ²	Non, inférieure 4 ha
Châtelus	A	372	non	19300 m ²	-	-
Surface défrichée – Surface sous autorisation défrichement					34 055 m²	23485 m²

Une demande de défrichement a été déposée conjointement à la demande d'autorisation d'exploitation de la carrière, sur 23 485 m², en 2 phases de défrichement :

- De 0 à 5 ans, défrichement de 13 365 m² sur les parcelles AB52, A47, A48,
- De 5 à 10 ans, défrichement de 10 120 m² sur la parcelle AB52.

Les opérations de défrichement et de décapage des sols préalables à l'extraction seront effectuées dans les mois d'hiver afin de réduire les effets sur la biodiversité.

Des mesures compensatoires de boisement et reboisement sur 2 parcelles connexes à l'installation de la carrière :

- Sur la commune de Saint-Pierre-Laval, parcelle AN 38 (propriété de la SCI de Beaulieu) sur 19 800 m²,
- Sur la commune de Châtelus, parcelle A 372 (propriété de M. VIALLET) sur 10 500 m².

Le projet prévoit, en concertation avec le Service environnement de la DDT de l'Allier, la mise en plantation de robiniers faux acacias.

La CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers), dans son avis rendu le 14 janvier 2021, émet un « *avis favorable au projet de mise en compatibilité du PLUi au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles agricoles et forestières* », « *en proscrivant la replantation de robiniers faux acacias car il s'agit d'une espèce invasive* ».

1.8.1.3 Modalités d'exploitation

Le plan prévisionnel d'exploitation prévoit 6 phases de 5 ans chacune.

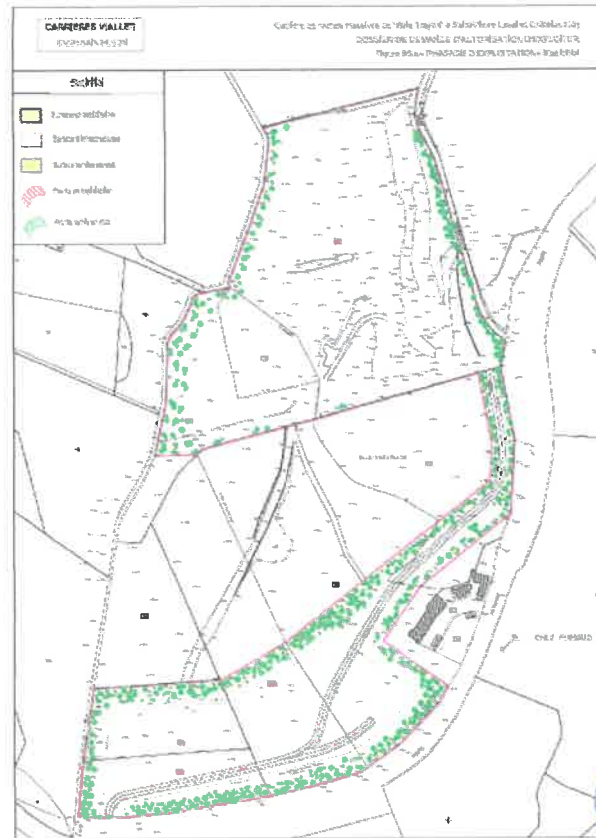
L'exploitation de la carrière sera effectuée dans un premier temps en direction de l'Ouest, dans la continuité des fronts existants. L'objectif est d'exploiter le sommet de carrière dans les 10 ans. L'exploitation se poursuivra ensuite en direction du Nord et enfin en direction du Sud-Ouest.

La remise en état des surfaces inutilisées des anciennes banquettes et des fronts de taille est réalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

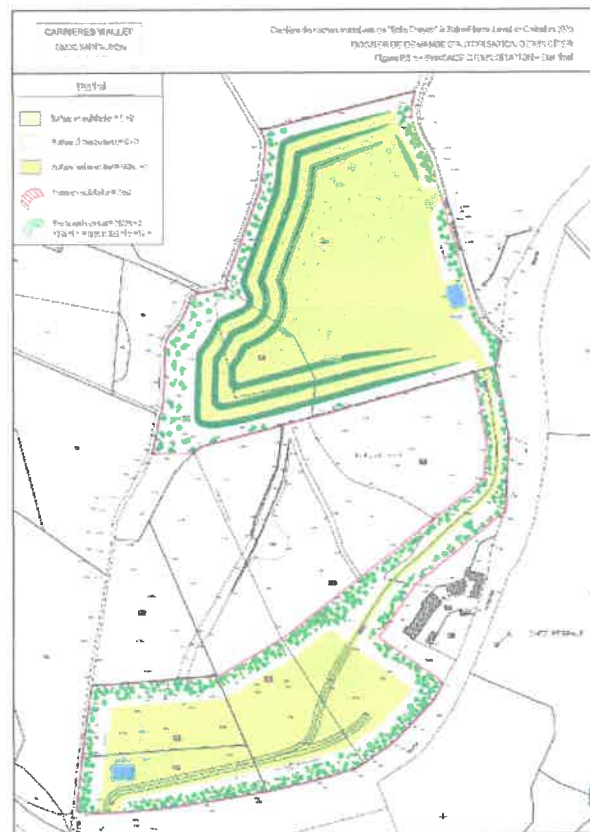
Le projet s'appuie sur des volumes extraits d'environ 50 000 m³ par an, soit 120 000 tonnes en moyenne annuelle. Une modification du phasage prévisionnel pourra être envisagée au regard des tonnages effectivement extraits.

Les volumes de découverte et de terre végétale extraits sont assez faibles sur ce gisement quasi-affleurant, avec une estimation à 15 000 m³ sur l'ensemble de la période d'exploitation.

Etat initial



Etat final à 30 ans



1.8.1.4 Remise en état du site d'exploitation

La remise en état final du site sera engagée au plus tard 6 mois avant la date de fin d'exploitation. Elle concerne une surface totale de 64 950 m² dans l'emprise autorisée de 99 501 m².

Les écrans paysagers non exploités sont conservés à l'identique. Les fronts remis en état durant toute l'exploitation représentent une surface totale de 23 025 m².

Les maires de Châtelus et de Saint-Pierre-Laval ont donné leur accord au plan de réaménagement du site tel que présenté dans le dossier.

La remise en état du site vise à réaménager la zone d'extraction, et supprimer les installations mises en place pour l'exploitation. La remise en état du carreau sera réalisée avec une couverture en stériles granitiques et remblais issus de la découverte. Le carreau étant abaissé à 440 m est destiné à une reconquête forestière. La plateforme de traitement-stockage-vente sera reconvertie en prairie. Une couche de terre arable sera répartie sur son ensemble.

Le site interdit au public sera maintenu clos, avec portail d'entrée et signalisation des zones de danger et des modalités de circulation.

1.8.1.5 Principaux impacts potentiels du projet

1.8.1.5.1 Plans et schémas territoriaux

Le dossier soumis par la société Carrières VIALLET détaille et analyse les enjeux et les impacts du projet au regard des documents de planification et schémas territoriaux et établit leur compatibilité. Les impacts du projet ne sont pas de nature à remettre en cause l'équilibre général du site.

L'exploitation de cette carrière de roches massives granitiques respecte les dispositions du Schéma Départemental des Carrières de l'Allier, avec des impacts limités à nuls sur l'eau, l'habitat, la biodiversité, le paysage et le patrimoine local.

Le granite rose de Saint-Pierre-Laval ou Saint-Prix est reconnu dans le département de l'Allier comme roche utilisée en BTP et aménagements paysagers. Ce granite, exploité en carrières depuis plusieurs décennies, est unique dans le département. Ses propriétés ornementales permettent des usages locaux pour les collectivités locales, avec un transport de proximité. Les dispositions réglementaires des carrières s'appliqueront à cette exploitation.

- Le gisement extrait est de la roche massive, ce qui contribue à la protection de la ressource en matériaux alluvionnaires,
- Le traitement des matériaux ne nécessite pas de procédés de lavage, ce qui contribue à la préservation de la ressource en eau,
- Le tonnage extrait est adapté aux besoins actuels du marché,
- Usages de proximité régionale dans un rayon de 150 km autour de la carrière,
- Bonne intégration du site dans l'environnement., impacts paysagers très limités.

Le projet présenté est compatible avec les différents plans et schémas régissant les terrains sollicités (*Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire Bretagne en particulier*),

- Site relativement isolé, à l'écart des zones habitées,
- Flore et faune ne présentant pas de spécificités remarquables.
- Pas de rupture de la continuité écologique,
- Risques de pollution (eaux, milieu naturel) et de nuisances (vibrations, bruit, poussières) connus et maîtrisés par des aménagements appropriés.

Le périmètre du projet n'est compris dans aucun des zonages naturels, ZNIEFF et Natura 2000.

1.8.1.5.2 Hydrologie et hydrogéologie, réseaux assainissement AEP

Les eaux de ruissellement présentes sur le site d'exploitation sont collectées. Deux bassins de rétention des eaux de ruissellement seront aménagés en point bas de l'installation sur le carreau de carrière et sur l'aire traitement-stockage-vente. Ces eaux seront évaporées, infiltrées partiellement, réutilisées pour l'arrosage des pistes, du carreau et de la plateforme par temps sec, et enfin rejetées en quantité minimale au milieu récepteur.

Il n'y a pas de stockage d'hydrocarbures sur la carrière.

La nature granitique imperméable des sols réduit les risques de pollution des eaux souterraines.

L'emprise du projet n'est pas concernée par le passage de réseaux ou de canalisations.

1.8.1.5.3 Population cadre de vie

La carrière n'est visible que depuis l'Est et le Nord-Est.

Les abords de la carrière de « Bois Trayon » à Saint-Pierre-Laval et Châtelus sont faiblement habités et dans un environnement de collines bocagères.

Les habitations les plus proches de la carrière sont :

- maison de « Chez Perraud » (altitude 437 m), à 20 m au Sud, propriété de la SCI de Beaulieu (famille VIALLET),
- habitations de « Chevreux La Feige » (altitude 438 m), à 100 m au Sud-Ouest,
- habitations de « Trayon » (altitude 480 m), de 120 m à 250 m à l'Ouest,
- hameau des « Chevreux » (altitude 440 m), à 300 m à l'Ouest.

La zone d'exploitation est masquée par les espaces boisés. Seule la future zone de stockage pourra être visible depuis le hameau Chevreux La Feige.

Les bourgs centre sont relativement éloignés du site, Droiturier à 2,1 km au Nord-Ouest, Châtelus à 2,13 km au Sud et Saint-Pierre-Laval à 3,4 km à l'Est, et le site d'exploitation est masqué par les espaces boisés et par les mouvements de relief très vallonné (Hautes Terres).

Depuis Châtelus seule la zone de stockage des granulats est visible, mais elle sera masquée par un merlon végétalisé. Par ailleurs une plantation de résineux présente en bordure de la RD707 constitue un écran supplémentaire.

1.8.1.5.4 Nuisances induites : bruit, poussières, vibrations, gaz d'échappement, trafic routier

Le projet prévoit en limite de propriété de la carrière, des niveaux sonores maximaux induits par les installations de traitement implantées sur le carreau de la carrière, inférieurs à 70 dB(A) en période diurne, conformes à la réglementation pour les installations classées.

Les émissions de poussières produites par l'activité de la carrière devraient être limitées aux zones d'exploitation et à la végétation de bordure.

Les fronts d'exploitation constituent un écran phonique majeur pour les habitations de « Bois Trayon » situées à l'Ouest de la carrière. Mais les habitations du hameau de « Chevreux-La Feige » seront plus exposées aux émissions sonores du traitement des granulats. L'atelier de traitement devra être implanté au plus loin des habitations, derrière les fronts d'exploitation et les stockages.

Par ailleurs un merlon végétalisé implanté le long de la zone de traitement et de stockage des granulats devrait assurer la réduction des émissions sonores et de poussières.

Des vibrations sont induites par le minage et par l'utilisation de pelles mécaniques pour l'extraction de la roche.

Le tonnage d'exploitation moyen annuel de 120 000 tonnes s'appuie sur 6 campagnes de minages par an. La limitation des vibrations lors de ces campagnes de minage est assurée par l'utilisation de charge unitaire réduite en particulier pour la finalisation des 2 fronts hauts de 15 m les plus proches de l'habitation Trayon, ainsi que l'usage des détonateurs à micro retard. En sommet de site il sera privilégié l'extraction à la pelle mécanique et par déroctage sur les 5 premiers mètres.

L'impact des gaz d'échappement des engins utilisés lors du chantier rejetés dans l'atmosphère ne sera pas significatif.

La desserte routière de la carrière se fera par la départementale RD707, qui est l'ancienne route nationale RN7, adaptée au trafic poids-lourds, mais aujourd'hui délestée en grande partie de son trafic routier par le nouveau tracé de la RN7.

Le trafic routier lié au transport de matériaux issus de la carrière du Bois Trayon, impactera essentiellement les hameaux bordant la RD707.

La circulation supplémentaire induite par l'exploitation de la carrière est estimée à 20 camions par jour de semaine, sur la base d'une exploitation commercialisée de 120 000 tonnes par an.

Aujourd'hui le comptage du trafic routier sur la RD707 fait état de 43 camions par jour ouvré entre Saint-Prix et Saint-Pierre-Laval.

Globalement les nuisances induites par l'exploitation de 120 000 tonnes par an extraits de la carrière du Bois Trayon devraient être peu importantes, et très significativement réduites par rapport à la précédente autorisation qui s'appuyait sur 600 000 tonnes par an.

1.8.2 Mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse sur la commune de Saint-Pierre-Laval

1.8.2.1 Caractéristiques principales du projet de mise en compatibilité du PLUi.

La communauté de communes Pays de Lapalisse est dotée, pour ses 14 communes membres, d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé le 18/06/2009, et dont la dernière modification simplifiée n°3 a été approuvée le 02/06/2016.

A l'heure actuelle, le PLUi n'est pas compatible avec l'exploitation de la carrière. Lors de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation, la société Carrières VIALLET constate que sa carrière autorisée depuis 1998 est classée sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-Laval, en zone A (zone agricole) et Nf (zone naturelle forestière) du PLUi.

Cette carrière devant être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de carrière), la mise en compatibilité du PLUi s'impose donc pour la poursuite de l'exploitation de la carrière.

A noter que conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLUi a fait l'objet d'un examen conjoint avec l'Etat et les personnes publiques associées. Le procès-verbal de cette réunion en date du 29/01/2021 fait partie du dossier de l'enquête publique.

En application du code de l'urbanisme (art L.300-6), la notion d'intérêt général constitue la condition à la mise en œuvre, après l'enquête publique, de la mise en compatibilité du PLUi par une déclaration de projet.

Chapitre 2 – Organisation et déroulement de l'enquête

2.1 Désignation du commissaire enquêteur

Par décision n° E20000087 / 63 en date du 05/01/2021 M. le Président du Tribunal Administratif de Clermont Ferrand, a désigné M. DUGNE Jean Louis, commissaire enquêteur, en vue de procéder à l'enquête publique ayant pour objet la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLUi pour le projet d'exploitation d'une carrière située sur les communes de Saint-Pierre-Laval et Châtelus.

2.2 Modalités de l'enquête publique

Des entretiens préalables au démarrage de l'enquête ont eu lieu :

- le 12 janvier 2021 à Lapalisse, avec Mme BIGUET Aurélie, *responsable du service urbanisme à la Communauté de Communes Pays de Lapalisse*, en charge du dossier « mise en compatibilité du PLUi,
- le 13 janvier 2021, à Lapalisse et sur le site de la carrière, avec M. VIALLET Pierre, en charge du projet pour la société Carrières VIALLET,
- le 13 janvier 2021 à Moulins, avec Mme VALENTIN Fabienne, *chargée de mission, politiques interministérielles économie et environnement à la Mission Interministérielle de Coordination, préfecture de l'Allier*, en charge du dossier « demande d'autorisation d'exploitation de la carrière du Bois Trayon ».

Ces entretiens ont permis de préciser les différentes modalités de l'arrêté n° 195 / 2021 de Mme la préfète de l'Allier publié en date du 25 janvier 2021, et avis d'ouverture de l'« *enquête publique conjointe relative à la demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de roches massives située au lieu-dit Bois Trayon sur les communes de Saint-Pierre-Laval et Châtelus et mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse* ».

Des entretiens complémentaires ont eu lieu par échanges téléphoniques et échanges de courriels avec :

- M. CHIGNOL de la DDT03 (Direction Départementale des Territoires de l'Allier), en charge de la demande de défrichement,
- M. BEZUT Stéphane, inspecteur des installations classées en charge de la carrière VIALLET pour la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,
- M. VERDIER Bertrand en charge de l'élaboration du dossier Viallet par le bureau d'études GEOPROJET.

La visite sur site avec M. VIALLET Pierre a permis de visualiser l'ensemble du site et de son environnement proche, jusqu'aux habitations du hameau du Trayon à l'ouest du site, du massif boisé qui entoure le site et de l'état actuel d'avancement de l'exploitation, front de taille et carreau.

Une rencontre avec M. VIALLET Pierre et M. COLAS Philippe maire de Châtelus a été organisée le 19 mars 2021 à Châtelus pour visualiser les impacts paysagers éventuels de la carrière sur le bourg de Châtelus.

Une deuxième visite sur le site de la carrière a eu lieu le 25 mars 2021, pour visualiser les impacts éventuels sur le paysage environnant du site d'exploitation et de la zone de stockage.

2.3 Information du public

L'ensemble des obligations d'affichage, de publicité et d'information du public a été respecté.

2.3.1 Insertions presse

L'enquête publique a fait l'objet de la publicité réglementaire par annonces légales, soit 15 jours au moins avant le début de l'enquête et dans les 8 premiers jours de celle-ci :

- ✓ 2 insertions de l'avis d'enquête ont été faites dans le journal La Montagne, rubrique « Annonces Classées », les jeudi 28 janvier 2021 et jeudi 18 février 2021,
- ✓ 2 insertions de l'avis d'enquête ont été faites dans le journal La Semaine de l'Allier rubrique « Annonces Légales », les jeudi 28 janvier 2021 et jeudi 18 février 2021.

2.3.2 Affichage

L'avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête a été affiché 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée sur les panneaux d'affichage des mairies de Châtelus, Saint-Pierre-Laval, Droiturier, Andelaroche et Saint-Martin-d'Estréaux.

Les certificats d'affichage signés des maires de ces communes en attestent.

L'avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête a été affiché 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée sur les panneaux d'affichage de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse.

Le certificat d'affichage signé du président de la Communauté de Communes en atteste.

2.3.3 Affichage sur site

Un affichage conforme à l'arrêté préfectoral n° 195/2021 a été réalisé par la société Carrières VIALLET 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée à proximité du site de la carrière et visible depuis la voie publique.

2.3.4 Mise à disposition du dossier

Pendant toute la durée de l'enquête le public a pu s'informer sur les tous éléments du dossier.

Le dossier complet était disponible et consultable en mairie de Saint-Pierre-Laval et de Châtelus et au siège de la Communauté de communes Pays de Lapalisse, aux heures habituelles d'ouverture.

Le dossier était également disponible et consultable par voie dématérialisée sur le site internet dédié à cette enquête ainsi que sur le site de la préfecture et celui de la Communauté de communes Pays de Lapalisse.

2.4. Déroulement de l'enquête

Au cours de l'enquête, l'ensemble des dispositions légales, réglementaires et de l'arrêté préfectoral du 25/01/2021 a été parfaitement respecté.

L'enquête s'est déroulée sur 31 jours du mercredi 17 février 2021 au vendredi 19 mars 2021 inclus.

La présence du commissaire enquêteur sur 6 permanences a été fixée par l'arrêté préfectoral n°195/2021 du 25 janvier 2021 :

- ✓ En mairie de Saint-Pierre-Laval :
 - Mercredi 17 février 2021 de 9h00 à 12h00,
 - Mercredi 24 février 2021 de 9h00 à 12h00,
 - Mercredi 10 mars 2021 de 9h00 à 12h00,
- ✓ En mairie de Châtelus :
 - Vendredi 5 mars 2021 de 14h00 à 17h00,
 - Vendredi 19 mars 2021 de 14h00 à 16h00,
- ✓ Au siège de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse :
 - Vendredi 5 mars 2021 de 9h00 à 12h00.

Les 3 registres d'enquête ont été ouverts et signés par le commissaire enquêteur le mercredi 17 février 2021 à 9h00.

L'accueil du public a été réalisé dans de bonnes conditions.

Le public a pu formuler librement ses observations sur les 3 registres mis à sa disposition, par courrier postal adressé à l'attention du commissaire enquêteur, sur le registre dématérialisé disponible sur le site internet dédié à cette enquête ainsi que sur l'adresse mail également dédiée à l'enquête, et lors des 6 permanences organisées.

2.5. Clôture de l'enquête

Conformément aux dispositions de l'article R 123-18 du code de l'environnement, l'enquête a été clôturée le vendredi 19 mars 2021 à 16h00.

Les 3 registres d'enquête ont été récupérés, clôturés et signés par le commissaire enquêteur le vendredi 19 mars 2021 à 16h00.

2.6. Observations du public recueillies durant l'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête j'ai reçu la visite de Mme MASSE Jeanine et de M. COLAS Fabien lors des permanences en mairie de Châtelus.

J'ai eu de multiples échanges avec M. COLAS Philippe maire de Châtelus, M. COLLANGES Yves maire de Saint-Pierre-Laval, et M. De CHABANNES Jacques président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse.

Par ailleurs, M. JUNG Serge m'a transmis un courrier par voie électronique le 14 mars 2021.

Enfin, 2 observations ont été portées sur le registre de Châtelus par Mme De RE Marie Ange, et M. COTTE Guy.

Chapitre 3 – Examen du dossier et analyse des observations

3.1 Dossier soumis à l'enquête publique

Le dossier qui a été soumis à l'enquête publique conjointe et comprenant :

- Dossier de demande d'autorisation et plans annexés,
- Dossier de déclaration de projet de mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse, répond à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires dans le cadre de la procédure conjointe d'évaluation environnementale prévue à l'article L.122-14 du code de l'environnement.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation est complet, parfaitement lisible et compréhensible du public et comprend :

- Présentation du projet en 42 pages, cartographies, photos, et pièces annexes (pièce B),
- Etude d'impact et résumé non technique en 183 pages, photos et annexes (pièce C),
- Etude de dangers et résumé non technique en 38 pages (pièce D),
- Notice hygiène et sécurité en 17 pages (pièce E),
- Documents cartographiques (pièce F)
 - o 2 plans au 1/400^{ème} section nord et section sud,
 - o Plan des abords au 1/1500^{ème},
 - o 2 plans de remise en état au 1/400^{ème} section nord et section sud.

Le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Lapalisse est complet, parfaitement lisible et compréhensible du public et comprend :

- Demande d'examen au cas par cas,
- Notice explicative,
- Dossier PPA,
- Documents cartographiques zonages actuels du site,
- Règlement PLU complet,
- Règlement zone N,
- Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

3.2 Avis des personnes publiques associées

La **Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE)**, formule une absence d'avis le 22/09/2019 sur le site de la DREAL Rhône-Alpes.

L'**Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)** ne formule aucune remarque sur le projet, ce dernier n'affectant aucune des indications géographiques protégées.

La **Chambre d'agriculture de l'Allier** n'émet pas d'objection au projet de mise en compatibilité du PLUi.

La **Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF)** émet un avis favorable au projet de mise en compatibilité du PLUi.

Dans son avis la CDPENAF proscrit le robinier faux acacia en replantation car il s'agit d'une espèce invasive.

Lors de la réunion d'examen conjoint Etat /personnes publiques associées, en date du 29/01/2021, la Direction Départementale des Territoires de l'Allier se prononce favorablement au projet car il n'y a pas

de consommation de terres agricoles, la consommation des espaces forestiers est modérée et elle sera compensée, et la carrière présente un intérêt indiscutable au plan local.

La Chambre de Commerce et d'Industrie est favorable au projet, estimant qu'il respecte les enjeux environnementaux, et qu'il contribue au développement économique du territoire.

Le maire de Saint-Pierre-Laval favorable au projet, insiste sur la notion d'intérêt général que représente l'exploitation de la carrière pour les communes alentours déjà utilisatrices des granulats de la carrière pour les travaux des communes.

3.3 Observations du public.

Le public n'a porté aucune observation sur le projet de mise en compatibilité du PLUI Pays de Lapalisse.

5 observations ont été recueillies sur la demande d'autorisation d'exploitation de la carrière.

3.3.1 Mme MASSE Jeanine est 1^{ère} adjointe au maire de Châtelus. Elle est domiciliée au hameau du Trayon au-delà du périmètre des 300 m.

Elle s'oppose au projet car elle s'inquiète des nuisances liées à l'exploitation, en particulier aux tirs de mines, au bruit et au trafic poids lourds sur la départementale. Elle déplore également la dépréciation de son bien immobilier. Elle redoute enfin la dégradation visuelle et paysagère induite par l'exploitation du site.

Mme MASSE aurait déjà engagé une procédure il y a une dizaine d'année à l'encontre de la carrière.

3.3.2 M. COLAS Fabien est le second adjoint au maire de Châtelus. Il s'oppose au projet pour des raisons environnementales, en particulier liées aux multiples impacts de cette exploitation sur l'environnement. Il redoute également l'impact visuel dégradé de la carrière depuis le bourg de Châtelus.

3.3.3 Mme De RE Marie Ange est conseillère municipale de Châtelus, domiciliée au bourg. Elle estime que la carrière n'apportera aucun bénéfice à la commune. Elle s'inquiète également des impacts négatifs de cette exploitation en terme de nuisances (bruit, trafic, ..).

3.3.4 M. COTTE Guy est natif de Châtelus et domicilié à Roanne. Il s'inquiète de l'impact négatif que la carrière pourrait avoir sur le bourg et sur le foncier. Il considère que ce projet est contraire aux enjeux de préservation de l'environnement et des paysages.

3.3.5 M. JUNG Serge est conseiller municipal de Saint-Pierre-Laval. Dans son observation, M. JUNG apporte quelques compléments à l'inventaire de la biodiversité dressé dans le dossier par le bureau d'études GEOPROJET, quant aux espèces présentes sur le site de la carrière.

3.4 Observations des collectivités concernées par le projet

Les collectivités n'ont formulé aucune observation sur le projet de mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse.

3.4.1 Commune de Châtelus

Le conseil municipal de Châtelus, dans sa délibération du 28 février 2021, a émis **un avis défavorable au projet d'exploitation de la carrière**.

Le conseil évoque la présence de 3 habitations situées à moins de 500 m de la carrière qui risquent d'être impactées par les nuisances liées à l'exploitation, et dont la valeur foncière risque d'être dépréciée.

L'impact visuel de la carrière et de la zone de stockage depuis le bourg de Châtelus risque de dégrader le paysage.

Enfin la présence de la carrière n'aurait pas été prise en compte dans l'étude du PLUi Montagne Bourbonnaise, réalisée par Vichy Communauté.

3.4.2 Commune de Saint-Pierre-Laval

Le conseil municipal de Saint-Pierre-Laval, lors de la réunion du 26 février 2021, a émis **un avis favorable au projet d'exploitation de la carrière**.

3.4.3 Communauté de Communes Pays de Lapalisse

Aucune délibération n'a été prise à ce jour par le conseil communautaire sur la demande d'autorisation d'exploitation de la carrière.

3.4.4 Commune de Droiturier

Aucune délibération n'a été prise à ce jour par le conseil municipal sur le projet.

3.4.5 Commune d'Andelaroche

Le conseil municipal d'Andelaroche émet dans sa délibération du 17 mars 2021 **un avis favorable au projet d'exploitation de la carrière**

3.4.6 Commune de Saint-Martin-d'Estréaux

Aucune délibération n'a été prise par le conseil municipal sur le projet.

3.5 Observations du commissaire enquêteur

3.5.1 Demande d'autorisation d'exploitation de la carrière

3.5.1.1 Prévention des risques

Concernant les risques de pollution des sols et sous-sols, par les hydrocarbures, le projet prévoit la mise en œuvre de « *mesures de prévention strictes et des consignes d'approvisionnement à respecter* ».

Or le projet présenté ne prévoit pas de plateforme engins étanche destinée au ravitaillement des engins mobiles, plateforme reliée à un décanteur récupérateur d'hydrocarbures.

La solution d'utilisation de bacs de rétention souples amovibles sur l'installation et sous les engins, destinée à récupérer les égouttures, est-elle adaptée à un risque de déversement accidentel plus important ?

Je note par ailleurs que l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1998, prévoyait dans son article 3-4 la mise en œuvre d'une plateforme engins.

3.5.1.2 Défrichements

Le projet prévoit, en concertation avec le Service environnement de la DDT (Direction Départementale des Territoires) de l'Allier, la mise en plantation de robiniers faux acacias. (Visite sur site de M. PIGNOL le 22/01/2018).

Or la CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers), présidée par M. PETIOT, directeur adjoint de la DDT de l'Allier, dans son avis rendu le 14 janvier 2021, émet un « *avis favorable au projet de mise en compatibilité du PLUi au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles agricoles et forestières* », « *en proscrivant la replantation de robiniers faux acacias car il s'agit d'une espèce invasive* ».

Il appartiendra à la société Carrières VIALLET de redéfinir la nature des plantations et replantations après concertation avec les différents services concernés de la DDT de l'Allier.

3.5.1.3 Commentaires sur les observations formulées lors de l'enquête

Une part des inquiétudes soulevées par les habitants de Châtelus quant à la dégradation éventuelle du paysage depuis le bourg, a pu être levée lors des échanges entre M. COLAS Philippe, M. VIALLET Pierre et moi-même le 19 mars dernier. Il apparaît que le site d'exploitation et ses différents fronts de taille, ne seront pas visibles depuis le bourg de Châtelus.

Seule la zone de stockage et de traitement de matériaux serait visible depuis le bourg de Châtelus. Il importera de veiller à ce que les merlons végétalisés suffisent à masquer les tas de granulats.

Par ailleurs une plantation de résineux présente en bordure de la RD 707 constitue déjà un écran supplémentaire.

Concernant la prise en compte de la carrière dans le PLUi Montagne Bourbonnaise, le projet d'extension de la carrière VIALLET est bien pris en compte dans l'étude (*cf pages 203, 204, 205 Rapport de Présentation tome 3, Evaluation environnementale*).

L'enquête publique relative au PLUi de la Montagne Bourbonnaise a été clôturée le 18 mars 2021. Compte tenu de la concomitance des 2 enquêtes, l'exploitation de la carrière ne sera intégrée au PLUi en zonage Nc pour les parcelles concernées, qu'au regard d'un arrêté préfectoral favorable à la demande d'autorisation en renouvellement et en extension. Si l'arrêté s'avérait défavorable, la carrière ne serait pas intégrée au PLUi.

Les impacts environnementaux sont peu significatifs, ils ont été très largement abordés et détaillés dans le dossier « Etude d'impact, analyse des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents de l'installation projetée sur l'environnement ».

Les habitations du hameau « Trayon » sont situées sur l'autre versant de la colline à l'ouest de la carrière derrière un espace boisé de résineux. Elles ne seront pas impactées par l'exploitation.

De très nombreux paramètres intervenant dans l'estimation d'un bien immobilier, il est très difficile de se prononcer sur les évolutions qui pourraient intervenir dans le prix du foncier et des biens immobiliers particulièrement liés à la carrière du Bois Trayon.

La carrière existe depuis 1998, seule une étude approfondie sur les impacts éventuels mesurés sur le marché immobilier depuis cette date permettrait de conclure sur une éventuelle dégradation des prix.

3.5.2 Projet de mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse

Le projet de mise en compatibilité du PLUi Pays de Lapalisse répond à la demande d'autorisation d'exploitation en renouvellement et en extension de la carrière du Bois Trayon, présente pour partie sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-Laval et pour partie sur la commune de Châtelus.

Saint-Pierre-Laval fait partie des 14 communes membres du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Pays de Lapalisse.

Depuis 2009 date de l'approbation du PLUi, l'emprise foncière de 4.2 ha sur Saint-Pierre-Laval de la carrière du Bois Trayon, apparaît en zone A (zone agricole) et Nf (zone naturelle forestière) alors qu'elle aurait dû être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de la carrière).

Cette procédure vise à régulariser une erreur commise lors de l'élaboration du PLUi.

La demande d'autorisation d'exploitation présentée en mai 2018 par la société Carrières VIALLET fait état d'un renouvellement de l'emprise initiale de 4.2 ha ainsi que d'une extension d'emprise de 1.83 ha.

Le granite rose de Saint-Pierre-Laval est exploité depuis le 19ème siècle, pour des usages en travaux publics, aménagements paysagers et pierre de taille. Il est commercialisé comme granulat par les CARRIERES VIALLET depuis plusieurs générations pour les travaux et aménagements publics (communes, agriculteurs, industriels,).

La carrière du Bois Trayon a fait l'objet d'une autorisation d'exploitation le 30 janvier 1998, délivrée à la société CERF France, et l'arrêté préfectoral n°2633/09 du 03 août 2009, autorise la Société Carrières VIALLET à succéder à la société CERF France en vue de l'exploitation de la carrière.

La carrière du Bois Trayon est située à 7 km de la carrière de Saint-Prix déjà exploitée par la société Carrières VIALLET et dont le gisement arrive à son terme dans les prochaines années.

La demande d'autorisation d'exploitation en renouvellement et extension vise donc à poursuivre la fourniture locale en granite aux principaux acteurs de l'économie locale.

Dès lors, l'intérêt général du projet et le maintien et le développement de l'activité économique locale justifient la mise en compatibilité du PLUi avec l'activité de carrière, par une modification du zonage des parcelles concernées (AB 52, AN 69 et AN 38, aujourd'hui en zone A et Nf) en zone Nc sur une emprise totale de 60 291 m².

3.6 Procès-verbal de synthèse des observations

Un procès-verbal de synthèse des observations a été présenté et remis en mains propres à M. VIALLET Pierre représentant la société Carrières VIALLET, le 25 mars 2021.

Il fait état des différentes observations formulées au cours de l'enquête.

3.7 Réponses de la société Carrières VIALLET au procès-verbal de synthèse

En réponse à mon procès-verbal de synthèse des observations, la société Carrières VIALLET porteur du projet, apporte, par un courriel en date du 01/04/2021, les éléments suivants :

Concernant l'observation des risques de pollution des sols et sous-sols, par des hydrocarbures :

- ***Afin de respecter au mieux les éléments indiqués dans le projet d'arrêté, nous mettrons en place dès l'autorisation d'exploiter, une plateforme étanche reliée à un décanteur séparateur***

d'hydrocarbures. Les autres mesures préventives citées au dossier de demande sont maintenues.

Concernant l'observation sur le défrichement :

- **La mise en plantation se fera en collaboration avec les services de la DDT, afin de prendre en compte la prescription de M. PETIOT (Directeur Adjoint de la DDT) concernant la replantation de robiniers faux acacias. Nous envisagerons la plantation de châtaigniers, merisiers ou noyers.**

Concernant les observations sur la pollution visuelle de la carrière :

- **La zone d'extraction n'est pas visible depuis la commune de Châtelus, elle n'est visible que depuis le nord-est de la carrière, où il n'y a pas d'habitation.**
- **D'autre part, comme il est indiqué dans le dossier, la zone de stockage sera bordée le long de la RD2007, par un merlon végétalisé. Il est à noter que la plantation de résineux située en face et de l'autre côté de la RD2007 crée un écran visuel supplémentaire (cf. photos jointes à la présente).**

Concernant les observations liées au voisinage :

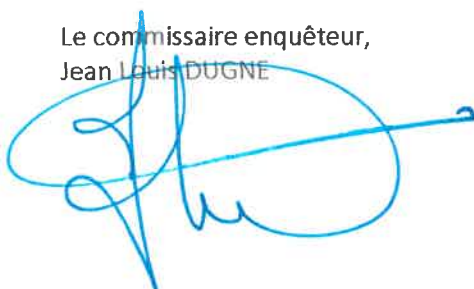
- **Nous avons fait réaliser le 2 juillet 2012 un procès-verbal de constat des habitations par Maître Tatiana NUPS, huissier de justice à Bellerive-sur-Allier. Ce constat a été réalisé dans les habitations aux abords de la carrière en présence de Mme MASSE, propriétaire, en présence de M. POTIGNAT, et chez M. et Mme RAEDTS. Aucune remarque ne nous a été notifiée depuis ce constat par ces mêmes propriétaires.**
- **De plus, nous confirmons qu'un constat d'huissier des habitations sera réalisé avant la mise en fonction de la carrière, et que nous nous engageons à installer un appareil de mesure des vibrations chez l'une ou l'autre de ces habitations lors des tirs sur le site.**

Concernant les observations liées aux impacts environnementaux :

- **L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation a fait l'objet d'un examen approfondi par les services de la DREAL (pôle Nature, Eau, Préservation des milieux et des espèces). Les autres services de l'Etat concernés par cette thématique ont été consultés. L'étude d'impact, reconnue complète, détaille les enjeux, les effets prévisibles et les mesures ERC (Evitement, Réduction, Compensation) prises par l'exploitant pour ce projet.**

Fait à Escurolles le 7 avril 2021

Le commissaire enquêteur,
Jean Louis DUGNE

A blue ink signature, appearing to be 'JD', is written over the printed name 'Jean Louis DUGNE'.

ANNEXES

- ✓ Courrier de demande d'autorisation d'exploitation du 20/04/2018 par la société Carrières VIALLET,
- ✓ Arrêté du 29/12/2020 du président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLUi
- ✓ Arrêté préfectoral n° 195/2021 du 25 janvier 2021
- ✓ Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 29 janvier 2021
- ✓ Avis de la CDPENAF
- ✓ Avis de la Chambre d'Agriculture
- ✓ Insertions presse La Montagne et Semaine de l'Allier des 28/01/2021 et 18/02/2021
- ✓ Certificats d'affichage,
- ✓ Procès-verbal de synthèse des observations,
- ✓ Réponse de l'entreprise Carrières VIALLET au PV de synthèse,



Carrière de la Maison Neuve : 04 70 90 77 00
Carrière de Saint-Prie : 04 70 90 13 17

CARRIERES VIALLET

SARL au capital de 30500€
Beaulieu
03220 SAINT LEON
Tél. : 04.70.42.17.21

Madame la Préfète de l'Allier
Préfecture de l'Allier
2 rue Michel de l'Hospital
03000 MOULINS

A Saint Léon, le 20 avril 2018

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter la carrière de roches massives de « Bois Trayon » sur les communes de Saint-Pierre Laval et Châtelus (Allier) au titre de Code de l'Environnement.

Madame la Préfète,

Je soussigné, Michel VIALLET, gérant de la SARL CARRIERES VIALLET, dont le siège social est situé à Beaulieu 03220 Saint-Léon, a l'honneur de solliciter une demande d'autorisation d'exploiter la carrière de roches massives située au lieu-dit « Bois Trayon » sur les communes de Saint-Pierre Laval et Châtelus (Allier).

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 30/01/1998 pour une durée de 20 ans.

L'emprise du nouveau projet d'exploitation couvre une superficie totale de 9ha 95a 01ca portant sur les parcelles cadastrées suivantes : AB52, AN69, AN38 de la commune de Saint-Pierre Laval et A47, A48, A51, A52, A372 de la commune de Châtelus.

La nature et le volume des activités que je me propose d'exercer, ainsi que les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée, sont indiqués dans le dossier de présentation joint à cette demande.

La carrière serait exploitée au tonnage moyen annuel de 120000 t/an, sur une durée de 30 ans.

Les éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert ont été établis conformément au Code de l'Environnement publié par ordonnance (n° 2000-914 du 18 septembre 2000), livre V, Titre I, relative aux Installations Classées).

La demande de défrichement au titre du Code Forestier est intégrée à la présente demande d'autorisation environnementale unique.



Carrière de la Maison Neuve : 04 70 34 77 08
Carrière de Saint Prix : 04 70 98 13 17

CARRIERES VIALLET

SARL au capital de 30500€
Beaulieu
03220 SAINT LEON
Tél. : 04.70.42.17.21

Ce dossier comprend la formule de demande et les pièces qui l'accompagnent :

- ✓ un dossier de présentation du projet.
- ✓ les calculs et modalités de garanties financières.
- ✓ les documents d'attestation de maîtrise foncière.
- ✓ la demande de défrichement.
- ✓ avis des maires des communes concernées sur la remise en état final du site.
- ✓ une étude d'impact sur l'environnement et son résumé non technique.
- ✓ une étude des dangers et son résumé non technique,
- ✓ une notice relative à la conformité de l'installation avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- ✓ une carte de situation du projet au 1/25000^{ème}.
- ✓ un plan d'ensemble à l'échelle 1/400^{ème} des dispositions de l'installation et de l'affectation des constructions et terrains avoisinants dans un rayon de 35 mètres,
- ✓ un plan des abords à l'échelle 1/1500^{ème} de l'emprise du projet et des abords de l'installation dans un rayon de 300 m.

Pour une meilleure lisibilité, je sollicite votre accord pour les modifications d'échelle des plans :

- plan d'ensemble à l'échelle du 1/400^{ème},
- plan des abords à l'échelle du 1/1500^{ème}.

Je vous prie de croire, Madame le Préfète, à l'assurance de ma haute considération.

Michel VIALLET
Gérant CARRIERES VIALLET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

COMMUNAUTE DE COMMUNES « PAYS DE LAPALISSE »

Extrait du Registre des Arrêtés du PrésidentARRETE DU PRESIDENT**Arrêté prescrivant la procédure de déclaration de projet n°3
emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal**

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-54 à L.153-59 et L.300-6 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 18/06/2009 et modifié comme suit : révision simplifiée n°1 et modification n°1 le 22/06/2011, modification simplifiée n°1 le 30/11/2011, mise à jour n°1 le 19/12/2011, révisions simplifiées n°2 à 10 le 03/09/2013 puis le 29/11/2013, modification n°2 et mise à jour n°2 le 03/09/2013, mise à jour n°3 le 06/10/2014, modification simplifiée n°2 le 27/04/2015, modification simplifiée n°3 le 02/06/2016, mise à jour n°4 le 12/10/2017, modification simplifiée n°4 le 24/07/2018, mise en compatibilité n°1 le 18/12/2018 et mise en compatibilité n°2 le 24/09/2020;

CONSIDERANT que le projet de renouvellement d'exploitation et d'extension de la carrière de Bois Trayon située à Saint-Pierre-Laval, revêt un caractère d'intérêt général en ce qu'il s'agit de pérenniser et développer une activité économique existante;

CONSIDERANT que le projet renouvellement d'exploitation et d'extension de la carrière de Bois Trayon nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal puisque l'emprise est classée en zone A (agricole) et Nf (naturelle forestière) au PLUi. Or, cette carrière doit être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de carrière). Le PLUi n'est pas compatible avec l'exploitation minière existante dont le renouvellement est demandé mais aussi avec l'extension souhaitée.

CONSIDERANT que la procédure de déclaration de projet est menée à l'initiative du Président ;

CONSIDERANT que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi prévoit la réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'État, de la communauté de communes et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi nécessite la réalisation d'une enquête publique pendant une durée de 1 mois conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme, que cette enquête publique sera conjointe avec celle relative à la demande d'exploitation de carrière ;

ARRETE

Article 1 : La procédure de déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes Pays de Lapalisse est engagée.

Article 2 : La déclaration de projet porte sur la modification du zonage des parcelles, situées lieu-dit Bois Trayon à Saint-Pierre-Laval, cadastrées AB 52, AN 69 en partie et AN 38 en partie afin de les classer en zone Nc, zone prévue pour l'exploitation de carrière.

Article 3 : Une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme sera organisée avec l'État, la communauté de communes et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, avant la mise à l'enquête publique.

Article 4: La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi fera l'objet d'une enquête publique d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du code de l'urbanisme. Cette enquête publique sera conjointe avec celle relative à la demande d'exploitation de carrière.

Article 5: Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Article 6: A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le président ou son représentant, en présente le bilan au conseil communautaire qui en délibère et adopte le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée.

Article 7 : Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22 du code de l'urbanisme. Il sera affiché en mairie de Saint-Pierre-Laval et au siège de l'EPCI pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Madame la Préfète.

Fait à LAPALISSE
Le 29 Décembre 2020

Le Président,
J. de CHABANNES

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
"PAYS DE LAPALISSE"

Certifié exécutoire

Transmis en Sous-Préfecture

de Vichy le : 31 DEC. 2020

Publié ou Notifié le : 29 DEC. 2020

Accusé Réception en Sous-Préfecture

le :

Ou Accusé Réception de la télétransmission

le :

sous le Numéro :



**PRÉFET
DE L'ALLIER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Mission Interministérielle de Coordination
Politiques interministérielles
économie et environnement**

N° 195/2021

**Arrêté préfectoral
portant ouverture d'une enquête publique unique relative à
la demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension de la carrière
de roches massives située au lieu dit « Bois-Trayon » sur les communes de Saint-
Pierre Laval et Châtelus par la SAS Carrières VIALLET et
la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal
du Pays de Lapalisse**

**La préfète de l'Allier
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 123-1 et suivants et R-123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-54 et suivants ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 9 mai 2018 à la préfecture de l'Allier par la société SAS Carrières VIALLET et complétée le 31 décembre 2018, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de roches massives située au lieu dit « Bois-Trayon » sur les communes de Saint-Pierre Laval et Châtelus ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Pays de Lapalisse en vigueur ;

Vu l'arrêté du Président de la communauté de communes Pays de Lapalisse en date du 29 décembre 2020 prescrivant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°3 de son PLUi ;

Vu les plans et documents présentés à l'appui de la demande et notamment l'étude d'impact ;

Vu les avis émis par les différents services consultés dans le cadre de la procédure et joints au présent dossier d'enquête publique ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 30 août 2019 ;

Vu l'avis tacite de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne Rhône-Alpes, en date du 22 septembre 2019 ;

Vu la décision de M. le président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand du 5 janvier 2021, portant désignation d'un commissaire enquêteur ;

Considérant que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête publique ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Une enquête publique, d'une durée de 31 jours, est ouverte du mercredi 17 Février 2021 à partir de 9h00 jusqu'au vendredi 19 mars 2021 inclus à 16h00 à l'effet de recueillir les observations de toutes personnes intéressées sur les projets présentés :

- par la société SAS Carrières VIALLET, en vue d'obtenir de la préfète de l'Allier, l'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de roches massives située au lieu dit « Bois-Trayon » sur les communes de Saint-Pierre Laval et Châtelus

- par la communauté de communes Pays de Lapalisse, concernant la mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme intercommunal

Article 2 : Le dossier d'enquête sera déposé pendant toute la durée de l'enquête notamment en mairies de Saint-Pierre Laval et de Châtelus, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapalisse. Le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture suivants :

- à la mairie de Saint-Pierre Laval : le mercredi de 9h00 à 12h00, le vendredi de 16h30 à 18h30, les 2ème et 4ème samedi du mois de 9h00 à 12h00

- à la mairie de Châtelus : le jeudi et le vendredi de 14h00 à 18h00

**- à la communauté de communes Pays de Lapalisse :
du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30**

Ces horaires sont susceptibles d'être modifiés, en fonction du contexte sanitaire, pendant la période de l'enquête publique.

Le dossier d'enquête est également consultable sur le site mis en place pour l'enquête à l'adresse suivante : <http://bois-trayon-saint-pierre-laval-chatelus.enquetepublique.net>

Ce lien est également disponible sur le site internet de la préfecture de l'Allier :

[Accueil](#) > [Publications](#) > [Enquêtes et consultations publiques](#) > [Consultations publiques en cours](#)

ainsi que sur le site internet de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse à l'adresse suivante : www.cc-paysdelapalisse.fr rubrique actualités.

Article 3 : Un avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête :

- sera publié, par les soins de la préfète de l'Allier et aux frais du pétitionnaire, en caractères apparents, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux dans le département: « La Montagne Centre France Quotidien » et « La Semaine de l'Allier ». Il sera justifié de cette formalité de publicité par un exemplaire de chaque journal contenant l'insertion.

- sera affiché par les soins des maires, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique, en mairies de Saint-Pierre Laval et Châtelus, communes d'implantation du projet de carrière.

- sera affiché, par les soins des maires, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique, en mairies d'Andelarèche, Droiturier et Saint-Martin-d'Estréaux, communes se situant en limite immédiate du projet et par conséquent concernées par les risques et inconvénients dont l'installation envisagée peut être la source.

- sera affiché par les soins du président de la communauté de communes Pays de Lapalisse, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires et président de communauté de communes précités.

- sera affiché, par les soins de la société SAS Carrières VIALLET, dans les mêmes conditions de délai et de durée, sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage de l'aménagement projeté et visible de la voie publique. Cette affiche au format A2 (42 x 59,4 cm) devra comporter le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées en caractères noirs sur fond jaune.

Article 4 : Le président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné, par décision du 5 janvier 2021, M. Jean-Louis DUGNE, ingénieur des mines, en retraite, en qualité de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête sera interrompue. Lorsque le commissaire enquêteur remplaçant aura été désigné par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui et que la date de reprise de l'enquête aura été fixée, un arrêté de reprise d'enquête sera pris et publié dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Article 5 : Toute personne intéressée ayant des observations ou des propositions à présenter, pourra pendant toute la durée de l'enquête :

- soit les consigner par écrit sur les registres, préalablement cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, ouverts à cet effet dans les communes de Saint-Pierre Laval et Châtelus, ainsi que dans la communauté de communes Pays de Lapalisse, aux jours et heures habituels d'ouverture.

- soit les formuler par lettre adressée au commissaire enquêteur à l'adresse des mairies de Saint-Pierre Laval et Châtelus, désignées sièges de l'enquête, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapalisse, qui les annexera aux registres d'enquête tenus à la disposition du public.

- soit les faire connaître oralement auprès du commissaire enquêteur qui recevra personnellement le public aux jours et heures suivants :

***à la mairie de Saint-Pierre Laval :**

- le mercredi 17 février 2021 de 9 h 00 à 12 h 00
- le mercredi 24 février 2021 de 9 h 00 à 12 h 00
- le mercredi 10 mars 2021 de 9 h 00 à 12 h 00

***à la mairie de Châtelus :**

- le vendredi 5 mars 2021 de 14 h 00 à 17 h 00
- le vendredi 19 mars 2021 de 14 h 00 à 16 h 00

*** à la communauté de communes Pays de Lapalisse :**

- le vendredi 5 mars 2021 de 9 h 00 à 12 h 00

- soit les formuler par courrier électronique à l'adresse suivante :
bois-trayon-saint-pierre-laval-chatelus@enquetepublique.net

- soit les inscrire sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante :
<http://bois-trayon-saint-pierre-laval-chatelus.enquetepublique.net>

Les observations adressées par voie électronique seront publiées, consultables sur le site susvisé et annexées aux registres d'enquête déposés dans chacune des mairies précitées et à la communauté de communes du Pays de Lapalisse.

Article 6 : A l'expiration de l'enquête, le vendredi 19 mars à 16 h 00, le registre dématérialisé sera clos et le registre d'enquête écrit clos également et signé par le commissaire enquêteur.

Article 7 : Dans la huitaine suivant la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire ses observations dans un délai de 15 jours.

Le commissaire enquêteur rédigera d'une part, un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, et d'autre part, ses conclusions motivées qui doivent figurer dans un document séparé et préciser si elles sont ou non favorables à la demande d'autorisation et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal.

Le rapport et les conclusions motivées ainsi que le registre d'enquête et le dossier ayant été soumis à enquête publique, devront parvenir à la préfète de l'Allier, Mission Interministérielle de Coordination – Politiques Interministérielles Economie et Environnement, dans le délai de 30 jours à compter de la date de la clôture de l'enquête, ainsi qu'au président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Dès leur réception, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront adressées par la préfète, au demandeur, aux maires des communes concernées par l'enquête publique et à la communauté de communes Pays de Lapalisse, pour être tenus à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de clôture de celle-ci.

Article 8 : Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance en Préfecture - Mission Interministérielle de Coordination – Politiques Interministérielles Economie et Environnement, dans les mairies concernées et auprès de la communauté de communes Pays de Lapalisse, du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur.

Ces documents seront également consultables en ligne sur les sites internet de la préfecture de l'Allier et de la communauté de communes Pays de Lapalisse aux adresses suivantes :
www.allier.gouv.fr
www.cc-paysdelapalisse.fr

Article 9 : Les conseils municipaux des communes visées à l'article 3, ainsi que les conseils communautaires de la communauté de communes Pays de Lapalisse et de la communauté d'agglomération de Vichy Communauté sont appelés à donner leur avis, dès l'ouverture de l'enquête, sur la demande d'autorisation. Ne seront pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête, conformément à l'article R.181-38 du code de l'environnement.

Article 10 : La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect des prescriptions, ou un refus, concernant la demande d'autorisation d'exploiter la carrière. Le conseil communautaire du Pays de Lapalisse se prononcera sur l'intérêt général de l'opération ainsi que sur la mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme intercommunal.

Article 11 : Des informations peuvent être demandées sur le projet auprès de :

SAS CARRIERES VIALLET
(à l'attention de M. Pierre VIALLET, responsable de projet)
Beaulieu
03220 SAINT LEON
Tél. : 04 70 42 17 21
Courriel : pviallet3@wanadoo.fr

Article 12 : La secrétaire générale de la préfecture de l'Allier, la sous-préfète de l'arrondissement de Vichy, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le commissaire enquêteur, les maires de Saint-Pierre Laval, Châtelus, Andelaroche, Droiturier et Saint-Martin-d'Estréaux ainsi que les présidents de la communauté de communes du Pays de Lapalisse et de la communauté d'agglomération de Vichy Communauté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le 25 JAN. 2021

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale



Hélène DEMOLOMBE-TOBIE

DÉCLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLUI

PROJET DE RENOUVELLEMENT
D'EXPLOITATION ET D'EXTENSION DE LA
CARRIÈRE «BOIS TRAYON»

SAINT-PIERRE-LAVAL

Procès-verbal de la réunion d'examen
conjoint du 29 janvier 2021

Ordre du jour

Examen conjoint de la procédure de déclaration de projet. La réunion d'examen conjoint s'est tenue en visioconférence compte-tenu de la période liée à l'épidémie de coronavirus (COVID-19).

Présents :

- Mme Stéphanie POURVOYEUR, service planification de la DDT03
- Mr Thierry BOUTET, chargé de mission environnement, sécurité, développement durable à la chambre de commerce et d'industrie
- Mr Jacques de CHABANNES, Président de la Communauté de communes Pays de Lapalisse
- Mr Yves COLLANGES, Maire de Saint-Pierre-Laval et vice-président de la Communauté de communes Pays de Lapalisse
- Mme Aurélie BIGUET, responsable du service urbanisme de la Communauté de Communes "Pays de Lapalisse"

Excusés

- Chambre d'agriculture
- Chambre des métiers
- Monsieur le Président de la chambre de commerce et d'industrie
- Les services de la SNCF

Introduction

Madame Aurélie BIGUET ouvre la réunion, remercie les personnes présentes et excuse les personnes qui ont fait part de leur impossibilité à être présentes.

Présentation du dossier de mise en compatibilité

Il est proposé, pour débiter, une présentation succincte du projet qui a été envoyé avec la convocation.

Pour rappel, la communauté de communes Pays de Lapalisse est dotée, pour ses 14 communes membres, d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), approuvé le 18/06/2009. Ce document a subi diverses procédures lui permettant d'évoluer en fonction de projets d'intérêt général ou pour régulariser des erreurs matérielles.

Le projet, objet de la présente procédure, est présenté ainsi :

La société Carrières Viallet a déposé une demande d'autorisation d'exploiter une carrière de roches massives située sur les Communes de Saint-Pierre-Laval et Châtelus au lieu-dit Bois Trayon. Seule la Commune de Saint-Pierre-Laval est couverte par le PLUi de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse. Le dossier ne concerne donc pas la Commune de Châtelus.

Le projet consiste en la demande d'autorisation d'exploiter une carrière qui était autorisée par arrêté préfectoral de 1998 pour une durée de 20 ans. Le projet vise à poursuivre cette exploitation et à l'étendre pour atteindre un périmètre total de 9,95 ha dont 6,03 ha sur la Commune de Saint-Pierre-Laval. Il est précisé que le projet conduit à la suppression d'un espace boisé (Monsieur Collanges précise qu'il s'agit d'une friche) qui fera l'objet d'une demande d'autorisation de défrichement portant sur une superficie de 2,35 ha et qu'une compensation est prévue par replantation sur une surface de 2,50 ha le tout sans impact sur l'activité agricole.

Lors de l'élaboration du dossier de demande de renouvellement et d'extension, l'exploitant a constaté que sa carrière, autorisée depuis 1998, était classée en zone A (agricole) et Nf (naturelle forestière) au PLUi. Or, étant autorisée, cette carrière devrait être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de carrière).

A l'heure actuelle, le PLUi n'est pas compatible avec l'exploitation minière existante dont le renouvellement est demandé mais aussi avec l'extension souhaitée.

S'agissant d'une activité économique présente sur ce site depuis de nombreuses années, il apparaît indispensable de mettre en compatibilité le PLUi avec le projet d'exploitation de carrière. Il convient de préciser que cette exploitation de roches massives répond aux besoins des entreprises dans divers domaines et ce dans un rayon d'environ 150 kilomètres. Cette carrière contribue à l'activité économique locale.

La pérennisation de cette activité est d'intérêt général.

La notion d'intérêt général constitue une condition sine qua non de mise en œuvre de la mise en compatibilité du PLUi par une déclaration de projet : cette condition est ici bien démontrée et n'est pas remise en cause. L'ensemble des membres présents convient que l'intérêt général du présent dossier est **indéniable**.

Sur le plan environnemental, Madame Biguet indique que le présent projet de mise en compatibilité a fait l'objet d'une étude d'impact commune dans le cadre du dossier d'exploitation de la carrière et que ce dossier a fait l'objet d'une absence d'avis de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 22/09/2019 – avis n°2019-ARA-AP-00863.

La réunion se poursuit par la présentation des avis émis par écrit sur le projet:

- ✓ La chambre d'agriculture a remis un avis par écrit sur le projet. Cet avis reprend la description du projet et conclut par un avis sans objection à la mise en compatibilité du PLUi considérant que le projet n'a pas d'impact direct ou indirect sur l'agriculture. L'avis de la chambre d'agriculture est joint au présent compte-rendu.
- ✓ La Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) s'est réunie le 14 janvier 2021 afin de se prononcer sur l'opportunité du projet de mise en compatibilité du PLUi, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières. La CDPENAF a émis un avis favorable indiquant en remarque que la replantation de robiniers faux acacias est à proscrire car il s'agit d'une espèce invasive. Cet avis est joint au présent compte-rendu.

Les étapes de la procédure sont présentées :

- Examen conjoint avec l'État et les personnes publiques associées avant l'enquête publique
- Procès-verbal de cette réunion joint au dossier d'enquête publique.
- Enquête publique unique portant à la fois sur l'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du PLUi mais aussi sur la demande de renouvellement d'exploitation et d'extension de la carrière.
- Délibération du conseil communautaire.

La vue aérienne du site est projetée afin de visualiser ensemble la situation du projet et constater l'existence de la carrière qui fait l'objet d'une demande de renouvellement d'exploitation.

Vue aérienne



Modifications à apporter au PLUi

Madame Biguet indique que seul le plan de zonage sera modifié ainsi que le tableau de surface des zones, en conséquence. Le tableau de surface est commenté afin de démontrer le faible impact de cette procédure.

Le plan de zonage actuel est le suivant :



Le plan de zonage projeté est le suivant :



TABLEAUX DES SURFACES EXPRIMÉES EN HECTARES

Sont mentionnées en gras, italique et souligné, les surfaces modifiées. Ce tableau tient compte des surfaces modifiées par la mise en compatibilité par déclaration de projet portant sur les carrières de Saint-Prix en cours de procédure (enquête publique prévue en septembre/octobre 2018).

	Andelaroche	Barrais Bussoles	Bert	Billezois	Droiturier	Isserpent
Zonage	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface
A	1572,56	1662,44	1598,56	1477,18	1563,16	2088,9
AUa				0,33	0,17	
AUb			1,04	5,36	1,62	2,61
AUc					1,15	
AUI				2,24		1,22
Nf	318,58	756,93	480,79	221,16	572,32	412,38
Nha	23,39	20,45	25,91	13,28	31,66	36,44
Ni	94,71	87,65	82,79			58,23
Np	4,73		205,8		0,56	
Nsl				1		
Nc	1,92					
UA						
UB			2,26	2,03	3,77	3,62
UC			3,63	8,3	4,63	5,89
Uh	6,15	6,7	5,72	31,12	23,79	17,45
UI			3,46		4,17	3,87
Ut	5		2,03			
Total	2028,00	2534,00	2415,00	1762,00	2207,00	2631,00

	Lapalisse	Le Breuil	Péigny	Saint Christophe	Saint Etienne de Vicq
Zonage	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface
A	2070,44	3235,83	2355,82	1971,14	1518,82
AUa		1,28		0,87	1,17
AUb	31,79	0		2,39	
AUc	42,38	1,84		0,94	0,99
AUI	24,87				
Auh	2,63				
Nf	263,53	81,38	145,75	346,23	329,74
Nha	25,38	33,63	40,57	28,35	22,53
Ni	164,37	172,7			
Np	295,92		15,26	19,58	
Nsl	3,24	1,5	0,92	1,97	1,62
Nm	21,14				
UA	34,16				
UB	104,14	4,55			2,15
UC	87,06	15,98	7,58		8,02
Uh	36,95	24,93	16,84	27,22	35,95
UI	61,43		82,48		
Ut		0,38	0,78	1,31	
Total	3301,00	3574,00	2666,00	2400,00	1921,00

	Saint Pierre Laval	Saint Prix	Servilly	Total	Variation	Variation
Zonage	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface	%
A	1551,92	1446,01	1075,37	25187,35	1,28	- 0.005
AUa	0,44	0,53		3,51		
AUb	1,42	3,72	1,50	54,25		
AUc	3,78	1,18		52,25		
AUI	3,98	29,84		62,31		
Auh				2,63		
Nf	670,15	343,42	55,19	4996,85	4,75	- 0.095
Nha	30,98	31,24	18,96	382,82		
Ni	102,07	142,50	38,65	942,92		
Np				543,31		
Nsi	0,16	7,59	6,01	24,02		
Nc	6,03	20,74		26,77	↑ 6,03	+ 29,07
UA				34,16		
UB	2,62		2,42	127,29		
UC	10,79	21,27	2,22	175,73		
Uh	11,40	41,70	12,78	299,07		
UI	1,13	0,39		156,77		
Ut	2,20	6,46		18,16		
Total	2400,00	2097,00	1213,00	33149		

Le tableau des surfaces est modifié pour les trois zones impactées par la mise en compatibilité afin de classer l'emprise de l'autorisation d'exploitation en zone Nc à la place des zones A et Nf. La surface à classer en zone Nc est de 6,03ha : la zone A diminue de 1,28ha soit de 0,0005%, la zone Nf de 4,75ha soit de 0,095% et la zone Nc augmente de 29,07%. Le part d'augmentation de la zone Nc paraît importante du fait d'une faible superficie du territoire occupée par cette zone : seulement 20,74 ha correspondant au site de Saint-Prix.

Monsieur de Chabannes conclut en indiquant que cette procédure consiste à régulariser une erreur lors de l'élaboration du PLUi en 2009 et que cette carrière, de part les emplois qu'elle génère et de part son utilité locale, est d'intérêt général.

Remarques des personnes publiques associées

Madame Pourvoyeur indique que la procédure de mise en compatibilité est opportune. Elle donne un avis favorable en rappelant que le projet n'a pas pour effet de consommer de terres agricoles, aura un effet modéré sur la consommation des espaces forestiers mais qu'une compensation est mise en oeuvre. Enfin, elle précise que cette carrière présente un intérêt local indiscutable.

Monsieur Boutet indique que ce projet respecte les critères environnementaux, que son approche locale est bien démontrée et qu'il s'agit d'une activité qui permet le développement économique du territoire. Il émet donc un avis favorable.

Monsieur Collanges tient à préciser que la Commune de Saint-Pierre-Laval a déjà utilisé cette carrière à l'occasion de travaux sur sa Commune ce qui permet effectivement de démontrer et d'appuyer la notion d'intérêt général.

Conclusion

Le présent procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sera joint au dossier d'enquête publique.

La séance est levée par Monsieur Jacques de Chabannes.

Fait à LAPALISSE le 29/01/2021
Le Président,


COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
"PAYS de LAPALISSE"



**PRÉFET
DE L'ALLIER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Commission départementale de préservation des espaces naturels,
agricoles et forestiers
du 14 janvier 2021**

Autorisation d'urbanisme

1 - Dossier

Pétitionnaire : Communauté de communes du Pays de Lapalisse

Nature du document : Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Lapalisse (approuvé le 18 juin 2009) dans le cadre d'une déclaration de projet prise au regard de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme.

Cadre de l'étude : La déclaration de projet vise à rendre compatible le PLUi du pays de Lapalisse avec la poursuite d'une exploitation de carrière autorisée en 1998 pour 20 ans, et son extension prévue notamment sur la commune de Saint-Pierre-Laval, au lieu-dit Bois Trayon.

Le présent dossier sera soumis à enquête publique, cette dernière sera conjointe avec l'enquête publique relative à l'autorisation d'exploitation de carrière.
Une évaluation environnementale unique est menée pour le projet lui-même et la procédure de mise en compatibilité du PLUi dans le cadre de la déclaration de projet.

2 - Motif de consultation

Consultation au titre de l'article L.112-1-1(3°) du code rural et de la pêche maritime : Réduction des surfaces des surfaces forestières ou à usage agricole du PLUi dans le cadre d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme compris dans le périmètre d'un SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) approuvé avant la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt.

La société Carrières Viallet a déposé une demande d'autorisation d'exploiter une carrière de roches massives située sur les Communes de Saint-Pierre-Laval et Châtelus au lieu-dit « Bois Trayon ». Lors de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation, l'exploitant a constaté que sa carrière autorisée depuis 1998 était classée, sur la commune de Saint-Pierre-Laval, en zone A (agricole) et Nf (naturelle forestière) du PLUi. Or, étant autorisée, cette carrière devrait être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de carrière).
A l'heure actuelle, le PLUi du Pays de Lapalisse n'est donc pas compatible avec l'exploitation minière existante dont le renouvellement est demandé mais aussi avec l'extension souhaitée. La mise en compatibilité du PLUi aura pour effet de classer en zone Nc (secteur naturel prévu pour l'exploitation de carrière) des terrains aujourd'hui classés en zone A (agricole) et Nf (naturelle forestière), représentant une superficie de 60291 m².

Avis sollicité : La commission émet un avis sur l'opportunité du projet de mise en compatibilité du PLUi, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières.

3 - Avis de la commission

☒ Favorable

☐ Défavorable :

Remarque de la commission : La replantation de robiniers faux acacia est à proscrire car il s'agit d'une espèce invasive.

Fait à Yzeure, le 14 janvier 2021

Le Président,



Olivier PETIOT

Directeur Départemental
Adjoint des Territoires



**Service Juridique,
Territoires**

Objet

- Projet d'extension de carrière
à St-Pierre-Laval
Mise en compatibilité du PLUI
du Pays de Lapalisse

Références

Dossier suivi par
Cécile DEGRANGE

Siège Social

60, cours Jean Jaurès
BP 1727
03017 Moulins Cedex
Tél. 04 70 48 42 42
Fax 04 70 46 30 69
Email : cda.03@allier.charnbagri.fr

Antennes

Lapalisse
Montluçon
Saint-Pourçain-sur-Sioule
Villefranche-d'Allier

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924

www.allier.chambre-agriculture.fr
 Chambre d'agriculture de l'Allier
 @Chambreagri035

<h1>VISA COURRIER</h1>		
DE CHABANNES	HANGARD	LASSALLE
COLLANCES	PLANCHE	BRUNIAU



Monsieur le Président de la
Communauté de Communes
du Pays de Lapalisse
Boulevard de l'Hôtel de Ville
BP 63
03120 LAPALISSE

à l'attention d'Aurélié BIGUET

Moulins, le 15 janvier 2021

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 30 décembre 2020, vous m'invitez à prendre part à une réunion d'examen conjoint du PLUI du Pays de Lapalisse qui se tiendra le 29 janvier 2021. Mes services ne pourront pas être présents à cette rencontre. Je vous prie de bien vouloir accepter les excuses de la Chambre d'agriculture.

Après avoir pris connaissance du dossier, je constate que la mise en compatibilité du document d'urbanisme porte sur un projet d'extension d'une carrière localisée sur les communes de Saint-Pierre-Laval et de Châtelus. Cette procédure ne concerne que la commune de Saint-Pierre-Laval, Châtelus n'étant pas couverte par le PLUi.

Le gisement de granite de Bois Trayon exploité par la société des Carrières Viallet a fait l'objet d'une autorisation administrative en 1998, pour une durée de vingt ans et sur un périmètre couvrant 4,19 hectares. Le projet vise à poursuivre cette exploitation et à l'étendre pour atteindre un périmètre total de 9,95 hectares dont 6,03 hectares sur la commune de Saint-Pierre-Laval.

La procédure de mise en compatibilité du PLUi aura pour effet de classer en zone Nc (secteur naturel à vocation d'exploitation de carrière) des terrains aujourd'hui A (agricole) ou Nf (naturel à vocation forestière), pour une surface de 6,03 hectares. Cette surface concerne à la fois le périmètre déjà autorisé en 1998 qui n'avait jusqu'alors pas été intégré au PLUi, et la zone d'extension.

Tout d'abord, je prends acte que cette exploitation de roches massives répond aux besoins des entreprises dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Les matériaux extraits sont commercialisés dans un rayon de 150 kilomètres et destinés aux infrastructures publiques et aux aménagements (collectivités locales, agriculteurs, industriels...). Le projet contribue à l'activité économique locale.

Le périmètre de 9,95 hectares ne concerne pas de terrains agricoles. Il comprend des surfaces déjà artificialisées correspondant à la partie de la carrière autorisée depuis 1998 et des milieux boisés et fourrés arbustifs pour la partie en extension.



.../...

Enfin, le projet conduit à la suppression de l'état boisé sur une partie de sa surface. Une demande d'autorisation est en cours d'instruction pour défrichement de 2,35 hectares. Une compensation par replantation forestière est prévue sur 2,50 hectares de terrains qui aujourd'hui n'ont pas de vocation agricole (dossier de demande d'autorisation – pièce B – Dossier de présentation p.24 à 27). Plus globalement, à la lecture de l'étude d'impact, je constate que les mesures de réduction/compensation des impacts environnementaux n'ont pas d'effet indirect sur l'agriculture.

En conséquence la Chambre d'agriculture n'émet pas d'objection au projet de mise en compatibilité du PLUi.

Restant disponible pour toute précision, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président,

Patrice BONNIN

Avis d'obsèques / Annonces classées

03

NEUILLY-LE-REAL

M. et Mme Bertrand MENGALIT,
La comtesse Guy-Charles de BEAUVOIR,
Le comte et la comtesse Armand de MONTAUR,
ses enfants ;
Ses sept petites-filles
ont la tristesse de vous faire part du décès de

La comtesse Louis de MONTAUR
née Monique ARVENGAS

survenu le 15 février, à l'âge de 92 ans.
Une messe sera célébrée samedi 20 février
2021, à 9 heures, en l'église de Neuilly-le-
Réal.
PF Viturat, Neuilly-le-Réal.

78351

AVIS DE DÉCÈS

AVIS DE DÉCÈS
COMMENTRY

M. et Mme Roger ROUCHON,
son beau-frère et sa belle-sœur,
Ainsi que toute la famille
vous font part du décès de

Mme Lucienne ROUCHON
née LEMAIRE

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu
dans l'intimité familiale.
PF Lascoux, Commentry.

78287

REMERCIEMENTS

SAINT-PLAISIR

Françoise et Philippe,
Christelle et Franck
remercient chaleureusement toutes les per-
sonnes qui leur ont témoigné de la sympathie
lors du décès de

Mme Thérèse PERRONNET

78389

ANNONCES
OFFICIELLES

Intermédiaire toutes les publications av

04.73.17.31.27

annoncesofficielles@commentry.fr

Quand la publicité est votre seule solution

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

03 73 17 31 27

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

Commentry, 17 rue de la République, 03000 Commentry

ANNONCES LÉGALES
ET ADMINISTRATIVES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE
À TITRE DE RÉGULARISATION DE LA PROCÉDURE D'INSTRUCTION
RELATIVE À LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
DÉPOSÉE PAR LA SOCIÉTÉ NSE LA TOMBELLE
POUR L'IMPLANTATION D'UN PARC ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE
DES COMMUNES DE VILPAUX, COURCAIS ET MESPLES.

Par arrêté préfectoral n° 277/2021 du 10 février 2021, l'enquête publique
sur le projet susvisé, d'une durée de 17 jours, est prescrite du lundi 8 mars
2021 jusqu'à mercredi 24 mars 2021 inclus.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation
assortie du respect des prescriptions, ou un refus.

Les communes concernées par cette enquête sont :

- département de l'Allier : Vilpau, Courpays, Mesple, Chambrat, La Chapelle, Chazennais, Saint-Désir, Saint-Eloy d'Allier, Saint-Paul, Saint-Sauveur, Anagnin, Marlet, Treignat, Saint-Montin, Domest, Vaux, Aude, Villon-en-Sully, Morsay, Reugny, Estivareilles, Saint-Victor, Oursennes, Larois ;
- département du Cher : Saint-Vite, Vesdon, Caron, Sémelles, Prevaux, Saint-Fruct-à-Marche, Saint-Salomon, Saint-Maur, Meslay, Saint-Christophe-le-Chaudry, Esmesville-le-François ;
- département de la Creuse : Saint-Martin, Saint-Pierre-le-Bas, Leyrat, Bouscat-Bouay, Sauxons, Nivard.

Les sièges de l'enquête sont fixés dans les mairies de Vilpau, Courpays et Mesple.

Le commissaire enquêteur désigné pour procéder à cette enquête est M. Alain HOGNER, rebattu du ministère de la Défense. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur-remplaçant pourra être nommé après autorisation de l'enquête.

Le dossier d'enquête publique est consultable pendant la durée de l'enquête :

- sur Internet et à l'adresse suivante : www.allier.gouv.fr/Actualité/Publications ;
- par courrier papier ou format numérique dans les mairies de Vilpau, Courpays et Mesple, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Il comprend notamment une étude d'impact relative au projet, ainsi que l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) ;
- sur les registres d'enquête ouverts à cet effet dans les 3 mairies sièges de l'enquête précitées, et tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- par courrier adressé au commissaire enquêteur à l'adresse des mairies de Vilpau, Courpays et Mesple, sièges de l'enquête publique ;
- sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <http://www.allier.gouv.fr/Actualité/Publications> ;
- par voie électronique à l'adresse suivante : portefeuille-vilpau-courpays-mesple@easquepublique.net.

Les observations formelles par voie postale seront reçues aux registres d'enquête tenus à disposition aux sièges de l'enquête en mairies de Vilpau, Courpays et Mesple. Les observations enregistrées sur les registres d'enquête papier seront consultables sur le site suivant :

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations écrites ou orales, aux lieux, dates et heures susvisés :

- à la mairie de Vilpau : lundi 8 mars 2021, de 9 heures à 12 heures ;

- à la mairie de Courpays : mardi 9 mars 2021, de 9 heures à 12 heures ;

- à la mairie de Mesple : mercredi 10 mars 2021, de 9 heures à 12 heures.

Le rapport et les conclusions des commissaires enquêteurs seront tenus à la disposition du public, dans l'ensemble des mairies concernées par l'enquête, et sur Internet à l'adresse suivante : www.allier.gouv.fr, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de M. SE La Tombelle, à l'attention de M. Laurent VIGNATELLI, 215, rue Soudet-Morcelle, Le Trévis, 43400 Montpeyroux, tél. 06.49.05.01.64, laure.vignatelli@sejg.com.

50707



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PORTANT SUR L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
INTERCOMMUNAL PORTANT VILANT SCHEMA DE COHÉRENCE
TERRITORIALE DE LA MONTAGNE BOURBONNAISE

Par arrêté n° 2021-05 en date du 14 janvier 2021, le président de la communauté d'agglomération Vichy Communauté a autorisé l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal portant schéma de cohérence territoriale de la Montagne Bourbonnaise pendant trente-deux (32) jours consécutifs du 15 février 2021, à 14 heures ou 16 heures 2021 à 12 heures. A cet effet, M. Gérard DUBOIS a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand. Le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- le projet de P.L.U. valant S.C.O.T. tel qu'arrêté par le conseil communautaire du 5 décembre 2019 consistant de :
- rapport de présentation intégrant l'évaluation environnementale, le projet d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement écrit et graphique, les annexes ;
- le recensement des actes administratifs, le bilan de la concertation ;
- une note de présentation de l'enquête ;
- les avis des organismes consultés dans le cadre de la procédure soit :
- les avis des communes membres de Vichy Communauté ; les mairies des personnes publiques associées, l'avis de la commission départementale compétente en matière de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ; l'avis de la commission départementale compétente en matière de patrimoine, de paysages et des sites ; l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale ; l'avis préfectoral portant dérogation à l'urbanisme limitée au titre de l'article L. 142-5 du Code de l'urbanisme ;
- la réponse de Vichy Communauté à l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale.

Modalités de consultation du dossier d'enquête publique :

- en version papier : un dossier papier complet, constitué de l'ensemble des pièces susmentionnées sera consultable en mairie du Mirey-de-Montagne et à l'hôtel d'agglomération de Vichy Communauté (sièges de l'enquête publique) pendant toute la durée de l'enquête, aux heures d'ouverture de ces structures (voir ci-dessous). Un dossier papier allégé sera consultable en mairie d'Arleux, Arreux, la Chaux, la Chapelle, Laviolle, Molles, Châtillon-Montagne, Châtillon, Ferrières-sur-Sichon, la Gaillette, Lappagne, Mireux, Saint-Étienne, Saint-Martin-des-Bains pendant toute la durée de l'enquête aux horaires d'ouverture de ces structures (voir ci-dessous).
- Composition du dossier allégé : se reporter aux documents comportant un encadré dans la liste des pièces mentionnées ci-dessus. Concernant les plans de zonage, seuls ceux concernant directement la commune seront disponibles dans chaque mairie.

- en version dématérialisée : l'ensemble du dossier d'enquête publique sera accessible :

- depuis un poste informatique mis à disposition du public à l'hôtel d'agglomération de Vichy Communauté aux horaires mentionnés en annexe ;
- sur le site Internet de Vichy Communauté à l'adresse suivante : vichycommunauté.fr rubrique urbanisme.

Modalités de consultation des registres par la population en dehors des permanences du commissaire enquêteur : pendant toute la durée de l'enquête publique, chacun pourra consigner ses observations et propositions :

- sur les registres ouverts à cet effet et tenus à disposition à l'hôtel d'agglomération et dans chacune des 15 mairies incluses dans le périmètre du P.L.U. valant S.C.O.T. aux horaires d'ouverture mentionnés en annexe ;
- par courrier adressé au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : M. le Commissaire enquêteur chargé du suivi de l'enquête publique relative au P.L.U. valant S.C.O.T. de la Montagne Bourbonnaise, Hôtel d'agglomération de Vichy Communauté, 9, place Charles-de-Gaulle, CS 92596, 03209 Vichy cedex, par courriel à l'adresse suivante : contact.amenagement@vichycommunauté.fr.

Conformément à l'article R. 123-13 du Code de l'environnement, les observations et propositions du public seront mises en ligne sur le site Internet de Vichy Communauté. Toute demande d'information pourra être sollicitée auprès de M. Jean-Philippe CUSSE, vice-président de Vichy Communauté désigné à l'environnement, l'habitat, l'urbanisme, au projet d'agglomération et aux politiques contractuelles et responsable du plan. La consultation des registres sera présente pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates, heures et lieux suivants :

- lundi 15 février, de 14 heures à 17 heures, en mairie du Mirey-de-Montagne ;
- mardi 23 février, de 9 heures à 12 heures, en mairie de la Chaux ;
- jeudi 25 février, de 14 heures à 16 h 45, en mairie de Ferrières-sur-Sichon ;
- vendredi 5 mars, de 9 heures à 16 h 30, en mairie d'Arleux ;
- samedi 6 mars, de 9 heures à 12 heures, en mairie du Mirey-de-Montagne ;
- mercredi 10 mars, de 16 heures à 19 heures (ou 18 heures si couvre-feu) en mairie de Molles ;
- jeudi 18 mars, de 9 heures à 12 heures à l'hôtel d'agglomération de Vichy Communauté.

À l'expiration du délai de l'enquête, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur qui dispose d'un délai de trente (30) jours pour remettre son rapport. Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à l'hôtel d'agglomération de Vichy Communauté, sur le site Internet : www.vichy-communaute.fr et en préfecture de l'Allier pour être tenue à la disposition du public pendant un (1) an à compter de la date de clôture de l'enquête.

À l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire sera appelé à se prononcer sur l'approbation du plan local d'urbanisme intercommunal valant schéma de cohérence territoriale de la Montagne Bourbonnaise.

Toute personne peut demander des informations dans les mairies listées ci-dessus. Elle peut également, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique après le communément d'agglomération Vichy Communauté, autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête. Nota : compte tenu du contexte sanitaire relatif à l'épidémie de COVID 19, il est rappelé que les gestes barrières doivent être respectés dans le cadre de cette enquête publique. Liste des lieux de déroulement de l'enquête publique coordonnées et heures d'ouverture :

- mairie d'Arleux, rue de la Gare, 03120 Arleux, ouverte :
- le lundi, de 14 heures à 17 heures ;
- du mercredi au samedi, de 9 heures à 12 heures ;
- mairie d'Arreux, 8, rue du Sillon, 03250 Arreux, ouverte :
- le lundi, mercredi et vendredi : de 8 h 30 à 12 heures ;
- mairie de la Chaux, « Le Bourg », 03250 la Chaux, ouverte :
- du mardi au samedi, de 9 heures à 12 heures ;
- mairie de la Chapelle, « Le Bourg », 03250 la Chapelle, ouverte :
- le lundi, de 9 heures à 12 heures ;
- du mercredi au jeudi, de 9 heures à 12 heures ;
- du vendredi au samedi, de 9 heures à 12 heures ;
- mairie de Laviolle, « Le Bourg », 03300 Laviolle, ouverte :
- le mercredi, de 14 heures à 17 heures ;
- le jeudi, de 9 heures à 12 heures ;
- le vendredi, de 9 heures à 12 heures ;
- le samedi, de 9 heures à 12 heures ;
- mairie de Molles, 2, place de la Mairie, 03250 Molles, ouverte :
- le mardi, de 9 heures à 12 heures ;
- le mercredi, de 16 heures à 19 heures (ou 18 heures si couvre-feu) ;
- le vendredi, de 9 heures à 12 heures ;
- le samedi, de 9 heures à 11 heures ;
- mairie de Châtillon-Montagne, place Alphonse-Corve, 03250 Châtillon-Montagne, ouverte :
- le lundi, de 10 heures à 12 heures ;
- le vendredi, de 10 heures à 12 heures ;
- mairie de Châtillon, « Le Bourg », 03120 Châtillon, ouverte :
- le jeudi et vendredi, de 14 heures à 18 heures ;
- mairie de Ferrières-sur-Sichon, 8, place de l'Église, 03250 Ferrières-sur-Sichon, ouverte :
- du lundi au vendredi, de 8 h 45 à 12 h 15 et de 14 heures à 16 h 45 ;
- mairie de la Gaillette, « Le Bourg », 03250 la Gaillette, ouverte :
- le mardi, de 14 heures à 18 heures ;
- du jeudi au vendredi, de 14 heures à 18 heures ;
- mairie de Lappagne, « Le Bourg », 03250 Lappagne, ouverte :
- le lundi, de 10 h 30 à 17 h 30 ;
- le mardi, de 9 heures à 12 h 30 ;
- du jeudi au vendredi, de 9 heures à 12 h 30 ;
- le samedi, de 9 heures à 11 heures ;
- mairie du Mirey-de-Montagne, place de l'Église, 03250 le Mirey-de-Montagne, ouverte :
- du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures ;
- du samedi au dimanche, de 9 heures à 12 heures ;
- mairie de Mireux, 11, rue de la Mairie, 03250 Mireux, ouverte :
- le mardi et le vendredi, de 14 heures à 17 heures ;
- mairie de Saint-Étienne, place de l'Église, 03250 Saint-Étienne, ouverte :
- le lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de 9 heures à 12 heures ;
- le mardi, jeudi, vendredi, de 14 heures à 17 heures ;
- le samedi, de 9 heures à 11 heures ;
- mairie de Saint-Martin-des-Bains, « Le Bourg », 03250 Saint-Martin-des-Bains, ouverte :
- le mardi, de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- du jeudi au vendredi, de 13 h 30 à 16 h 30 et le samedi, de 9 heures à 12 heures ;
- hôtel d'agglomération de Vichy Communauté, 9, place Charles-de-Gaulle, CS 92596, 03209 Vichy cedex, ouvert :
- du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- le vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.



Liberté Égalité Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Président de l'Allier

Annonces classées

03

- sur support papier ou format numérique en maires de Saint-Pierre-Laval et Châtels, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolaise aux jours et horaires indiqués d'ouverture ou par bornes numériques d'être modifiés en fonction du contexte sanitaire pendant la période de l'enquête publique ;

- sous format numérique sur le site internet de la préfecture de l'Allier : Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours ;

- sous format numérique sur le site internet de la communauté de communes Pays de Lapolaise : www.cc-paysdelapolaise.fr ; rubrique actualités.

Le public pourra formuler ses observations et propositions, à partir du mercredi 17 février 2021, à partir de 9 heures jusqu'au vendredi 19 mars 2021 inclus, à 16 heures :

- sur les registres de support papier ouverts à cet effet en maires de Saint-Pierre-Laval et Châtels, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolaise, tous et à la disposition du public aux jours et heures indiqués d'ouverture ou par bornes numériques d'être modifiés en fonction du contexte sanitaire pendant la période de l'enquête publique ;
- sur le registre dématérialisé accessible sur Internet en visitant le lien suivant : <http://info.tyco-saint-pierre-laval-chateaux-enquete-publique.net>

Ce lien est également disponible :

- sur le site Internet de la préfecture de l'Allier : Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours ;
- par voie électronique à l'adresse suivante : boite-tyco-saint-pierre-laval-chateaux-enquete-publique@prefecture.allier.fr
- par courrier électronique au commissaire enquêteur, 8 l'adresse des maires de Saint-Pierre-Laval et Châtels, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolaise, sièges de l'enquête publique.

Les observations reçues par voie électronique seront transmises au commissaire enquêteur et consultables en analyses de Saint-Pierre-Laval et Châtels, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolaise, sièges de l'enquête, ainsi que sur le site Internet de la préfecture de l'Allier (www.allier.gouv.fr).

La commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations orales ou écrites, aux lieux, dates et horaires suivants :

- à la mairie de Saint-Pierre-Laval :
 - mercredi 17 février 2021, de 9 heures à 12 heures ;
 - mercredi 24 février 2021, de 9 heures à 12 heures ;
 - mercredi 10 mars 2021, de 9 heures à 12 heures ;
 - à la mairie de Châtels :
 - vendredi 5 mars 2021, de 14 heures à 17 heures ;
 - vendredi 19 mars 2021, de 14 heures à 16 heures ;
- à la communauté de communes Pays de Lapolaise :
 - vendredi 5 mars 2021, de 9 heures à 12 heures.

Les observations formulées par voie postale seront couvertes aux registres d'enquête remis à disposition aux sièges de l'enquête. Les observations adressées par voie électronique seront publiées, consultables sur le site Internet et accessibles aux registres d'enquête déposés dans les maires et communauté de communes précitées.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront remis à la disposition du public, en maires de Saint-Pierre-Laval, Châtels et à la communauté de communes Pays de Lapolaise, et sur les sites Internet de la préfecture de l'Allier et de la communauté de communes Pays de Lapolaise aux adresses suivantes : www.allier.gouv.fr ; et www.cc-paysdelapolaise.fr ; à réception et pendant un (1) an à compter de la clôture de l'enquête.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de SAS CARROURES VALLET à l'attention de M. Michel VALLET, responsable de projet, à Bessières, 03220 Saint-Jean, 04.70.42.71.21, courriel : privat@valletval.com

ESPRESSOS

Justine et Christophe 4000 (Basses de la Vallée) à Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. Ouvert au vendredi de 18h30 à 12h et de 18h30 à 12h45. 04.70.21.50.44. AGES (Basses de la Vallée) à Paillet (Allier) : 30, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

AGE INTERNATIONAL A LA DÉPENSE (Paillet) à Paillet (Allier) : 30, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

SOCIÉTÉ PRODUCTIONS ANIMÉES W. Bessières : Rédige de la Préfecture, à Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. Ouvert au vendredi de 18h30 à 12h et de 18h30 à 12h45. 04.70.21.50.44.

AGE INTERNATIONAL A LA DÉPENSE (Paillet) à Paillet (Allier) : 30, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.

POUR SPÉCIFIER L'ADRESSE À Paillet (Allier) : 16, rue de l'Industrie. 04.70.21.50.44.





Annonces légales

33

AVIS IMPORTANT

Pour le département de l'Allier, le tarif 2021 d'insertion des annonces légales est fixé par l'arrêté du 7 décembre 2020, modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012, à 1,78 € par mètre carré de 40 signes et à un forfait spécifique selon la forme des sociétés pour les annonces de constitution.

Avis divers

LES DOGGYCHOU

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 €
Siège social : 1 Place Interdual Joffre
03000 SAINT-PIERRE-LAVAL
03 01 728 835 Contact

Le 21/01/2021, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis, La Gérance

2101046

Additif à l'annonce référence ALP00178357 parue dans La Semaine de l'Allier, le 17/12/2020 concernant la société SCS BOUILLON, une gérance : Mme LECOQ Iona 2338 Chemin de la Greou - quartier St Germain - 13109 SEVIANE COLLONGUE.

2101046

Annonces administratives

AVIS CONSULTATION DU PUBLIC

Demande d'enregistrement pour l'exploitation d'une plateforme logistique relevant des rubriques 1910-2, 2002-2, 2003-10, 1930-2 et 1930-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les communes de CHATELUS-LE-VIEUX et CHAMPELLE.

Mairie de CHATELUS-LE-VIEUX

Société SAS TRANSPORTS THEVENET

Par arrêté préfectoral n° 167/2021 du 21 janvier 2021, la demande d'enregistrement, présentée par la société SAS TRANSPORTS THEVENET, en vue de l'exploitation d'une plateforme logistique dans les communes de CHATELUS-LE-VIEUX (03300) et CHAMPELLE (03150), 23, Vichy Rivus, sera soumise à la consultation du public du lundi 15 février 2021 au mercredi 17 mars 2021 inclus.

Le dossier (format papier) ainsi qu'un registre pouvant recueillir les observations des personnes intéressées, seront déposés et tenus à la disposition du public dans les mairies de CHATELUS-LE-VIEUX et CHAMPELLE, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit :

Mairie de CHATELUS-LE-VIEUX

Lundi au vendredi : 9 h à 12 h - 13 h 30 à 17 h 30

Samedi : 9 h à 12 h

Mairie de CHAMPELLE

Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 10 h à 12 h

Mercredi : 14 h à 16 h, sur rendez-vous.

Ces horaires sont susceptibles d'être modifiés en fonction du contexte sanitaire pendant la période de l'enquête publique.

Compte-tenu du contexte sanitaire en vigueur, la consultation en mairie du dossier d'enregistrement, ainsi que la rédaction des observations sur les registres doivent être effectuées dans le respect des gestes barrières.

Le public peut également adresser ses observations par voie postale directement à la Préfecture de l'Allier - Mission Interministérielle de coordination - Politiques Interministérielles Économie et Environnement - CS 31649-2 rue Michel de l'Hospital - 03016 MOULINS Cedex, ou par courriel à l'adresse suivante : pref-avis-public@allier.gouv.fr

La demande d'enregistrement présentée par la société TRANSPORTS THEVENET, l'arrêté préfectoral portant ouverture de la consultation du public, ainsi que l'avis de consultation du public sont tenus à la disposition de la Préfecture de l'Allier : www.allier.gouv.fr

Publications - Enquêtes et consultations publiques - Consultations publiques en cours.

L'autorité compétente pour prononcer l'arrêté d'enregistrement de cette demande, éventuellement assorti de prescriptions particulières ou un refus, est la Préfecture de l'Allier.

2101056

VICHY COMMUNAUTÉ AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

portant sur l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant schéma de cohérence territoriale de LA MONTAGNE BOURBONNAISE

Par arrêté n°2021-05 en date du 14 janvier 2021, le Président de la communauté d'agglomération Vichy Communauté a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Schéma de Cohérence Territoriale de LA MONTAGNE BOURBONNAISE pendant 32 jours consécutifs du 15 février 2021 à 14 h au 18 mars 2021 à 12 h.

A cet effet, M. Gérard DUBOIS a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- le projet de PLUI valant SCoT tel qu'arrêté par le conseil communautaire du 5 décembre 2019 constitué de : Rapport de présentation intégrant l'évaluation environnementale, Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, Les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le Règlement écrit et graphique, Les annexes.

- le recueil des actes administratifs, le bilan de la concertation, - une note de présentation de l'enquête,

- les avis des organismes consultés dans le cadre de la procédure soit : Les avis des communes membres de Vichy Communauté, Les avis des personnes publiques associées, L'avis de la Commission Départementale compétente en matière de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, L'avis de la Commission Départementale compétente en matière de Nature, de Paysages et des Sites, L'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale,

- l'arrêté préfectoral portant dérogation à l'urbanisation limitée au titre de l'article L.142-5 du Code de l'Urbanisme,

- la réponse de Vichy Communauté à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.

MODALITÉS DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE :

En version papier : Un dossier papier complet, constitué de l'ensemble des pièces sus mentionnées sera consultable en mairie du MAYET DE MONTAGNE et à l'Hôtel d'Agglomération de Vichy Communauté (siège de l'enquête publique) pendant toute la durée de l'enquête, aux heures d'ouverture de ces structures (voir annexes).

Un dossier papier allégé sera consultable en mairie d'Arfeuilles, Arvanc, La Chapelle, La Chapelle, Lavoine, Molles, Châtel-Montagne, Châtelus, Ferrières-sur-Sichon, La Guillemerie, Laprugne, Nizorolles, Saint-Clément, Saint-Nicolas-des-Biefs pendant toute la durée de l'enquête aux horaires d'ouverture de ces structures (voir annexes).

"Composition du dossier allégé : se reporter aux documents comportant un astérisque dans la liste des pièces mentionnées ci-dessus. Concernant les plans de zones, seuls ceux concernant directement la commune seront disponibles dans chaque mairie.

En version dématérialisée : l'ensemble du dossier d'enquête publique sera accessible :

- Depuis un poste informatique mis à disposition du public à l'Hôtel d'Agglomération de Vichy Communauté aux horaires mentionnés en annexes,

- Sur le site internet de Vichy Communauté à l'adresse suivante : vichy-communaute.fr rubrique Urbanisme

MODALITÉS DE FORMULATION DES REQUÊTES PAR LA POPULATION EN DEHORS DES PÉRIODES D'OUVERTURE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :

Pendant toute la durée de l'enquête publique, chacun pourra consigner ses observations et propositions :

- sur les registres ouverts à cet effet et tenus à disposition à l'Hôtel d'Agglomération et dans chacune des 15 mairies incluses dans le périmètre du PLUI valant SCOT aux horaires d'ouverture mentionnés en annexes.

- par courriel adressé au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Monsieur le Commissaire enquêteur chargé du suivi de l'enquête publique relative au PLUI valant SCOT de la Montagne Bourbonnaise, Hôtel d'Agglomération de Vichy Communauté - 5, place Charles De Gaulle CS 32956 - 03209 VICHY cedex

- par courriel à l'adresse suivante : contact.aménagement@vichy-communaute.fr

Conformément à l'article R.123-13 du Code de l'Environnement, les observations et propositions du public seront mises en ligne sur le site internet de Vichy Communauté.

Toute demande d'information pourra être sollicitée auprès de Mme Elisabeth CUISSET, Vice-Présidente de Vichy Communauté déléguée à l'Aménagement, Habitat, l'Urbanisme, au Projet d'Agglomération et aux Politiques Contractuelles et responsable du plan.

Le commissaire-enquêteur sera présent pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates, heures et lieux suivants :

Lundi 15 février de 9 h à 12 h en mairie du Mayet-de-Montagne

Mardi 23 février de 9 h à 12 h en mairie de La Chapelle

Jeudi 25 février de 9 h à 12 h 45 en mairie de Ferrières-sur-Sichon

Lundi 8 mars de 9 h à 12 h 45 en mairie d'Arfeuilles

Samedi 6 mars de 9 h à 12 h en mairie du Mayet-de-Montagne

Mercredi 10 mars de 16 h à 19 h (hors 18 h si couvre-feu) en mairie de Molles

Jeudi 18 mars de 9 h à 12 h à l'Hôtel d'Agglomération de Vichy Communauté

A l'expiration du délai de l'enquête, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur qui dispose d'un délai de 30 jours pour remettre son rapport.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à l'Hôtel d'Agglomération de Vichy Communauté, sur le site internet : www.vichy-communaute.fr

et en préfecture de l'Allier pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire sera appelé à se prononcer sur l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Schéma de Cohérence Territoriale de la Montagne Bourbonnaise.

Toute personne peut demander des informations dans les mairies listées ci-dessus. Elle peut également, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la communauté d'agglomération Vichy Communauté, autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Nota : Compte tenu du contexte sanitaire relatif à l'épidémie de COVID 19, il est rappelé que les gestes barrières devront être respectés dans le cadre de cette enquête publique.

LISTE DES LIEUX DE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Coordonnées et heures d'ouverture :

Mairie d'ARFEUILLES : Rue de la Gare - 03120 ARFEUILLES, ouverte le lundi : de 14 h 00 à 17 h 00 et du mercredi au samedi : de 09 h 00 à 12 h 00

Mairie d'ARRONNES : Le Bourg - 03250 ARRONNES, ouverte le lundi, mercredi et vendredi : de 09 h 00 à 12 h 00

Mairie de LA CHABANNE : Le Bourg - 03250 LA CHABANNE, ouverte du mardi au samedi de 9 h à 12 h

Mairie de LA CHAPELLE : Le Bourg - 03300 LA CHAPELLE, ouverte le lundi : de 09 h 00 à 12 h 00 et du mercredi au jeudi : de 09 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 30

Mairie de LAVOINE : Le Bourg - 03300 LAVOINE, ouverte le mercredi : de 14 h 00 à 17 h 00, le jeudi : de 09 h 00 à 12 h 00 et le vendredi : de 09 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

Mairie de MOLLES : 2, Place de la Mairie - 03250 MOLLES, ouverte le mardi : de 09 h 00 à 12 h 00, le mercredi : de 14 h 00 à 18 h 00 (hors 18 h si couvre-feu), le vendredi : de 09 h 00 à 12 h 00 et le samedi : de 09 h 00 à 11 h 00

Mairie de CHATEL MONTAGNE : Place Alphonse Corré - 03250 CHATEL MONTAGNE, ouverte le lundi : de 10 h 00 à 12 h 00, le vendredi : de 10 h 00 à 12 h 00

Mairie de CHATELUS : Le Bourg - 03120 CHATELUS, ouverte le jeudi et vendredi de 14 h à 18 h

Mairie de FERRIÈRES SUR SICHON : 9, Place de l'Église - 03250 FERRIÈRES SUR SICHON, ouverte du lundi au vendredi : de 09 h 45 à 12 h 15 et de 14 h 00 à 16 h 45

Mairie de LA GUILLERIE : Le Bourg - 03250 LA GUILLERIE, ouverte le mardi : de 14 h 00 à 18 h 00 et du jeudi au vendredi : de 14 h 00 à 18 h 00

Mairie de LAPRUGNE : Le Bourg - 03250 LAPRUGNE, ouverte le lundi : de 13 h 30 à 17 h 30, le mardi : de 09 h 00 à 12 h 30 et du jeudi au vendredi : de 09 h 00 à 12 h 30 - le samedi de 09 h 00 à 11 h 00

Mairie du MAYET DE MONTAGNE : Place de l'Église - 03250 LE MAYET DE MONTAGNE, ouverte du lundi au vendredi : de 09 h 00 à 12 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00.

Mairie de NIZOROLLES : 11 Rue de la Mairie - 03250 NIZOROLLES, ouverte le mardi et le vendredi de 14 h 00 à 17 h 00

Mairie de SAINT-CLÉMENT : Place de l'Église - 03250 SAINT-CLÉMENT, ouverte le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h, le mercredi et jeudi de 14 h à 17 h et le vendredi de 14 h à 16 h

Mairie de SAINT-NICOLAS DES BIEFS : Le Bourg - 03250 SAINT-NICOLAS DES BIEFS, ouverte le mardi : de 13 h 30 à 16 h 30, du jeudi au vendredi : de 13 h 30 à 16 h 30 et le samedi : de 09 h 00 à 12 h 00

Hôtel d'Agglomération de Vichy Communauté : 9, Place Charles De Gaulle CS 92956 - 03209 VICHY cedex, ouvert du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h

2101027



La préfecture de l'Allier
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Ouverture d'une enquête publique unique relative à la demande d'autorisation d'exploiter un renouvellement et extension le cadastre de riches communes situées en limite de la Seine-Normandie sur le territoire des communes de SAINT-PIERRE-LAVAL et CHATELUS par la SAS Carrières VALLET et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal des Pays de Lapolisse

Par arrêté préfectoral n°195/2021 du 25 janvier 2021, une enquête publique sur le projet susvisé, d'une durée de 31 jours, est prescrite du mercredi 17 février 2021 au vendredi 19 mars 2021 inclus.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect des prescriptions, ou un refus concernant la demande d'autorisation d'exploiter le cadastre. Le conseil communautaire du Pays de Lapolisse se prononcera sur l'intérêt général de la population ainsi que sur la mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme intercommunal.

Les collectivités concernées par cette enquête sont : Saint-Pierre-Laval, Châtelus, Arde-la-Loche, Droiturier et Saint-Martin d'Étréaupré, ainsi que la communauté de communes du Pays de Lapolisse et Vichy Communauté.

Le commissaire-enquêteur désigné pour procéder à cette enquête est M. Jean-Louis DUBOIS (Ingénieur des mines, en retraite). En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption de l'enquête.

Le dossier d'enquête mis à disposition du public comprend notamment une étude d'impact relative au projet.

Le dossier d'enquête publique sera consultable pendant toute la durée de l'enquête publique :

- sur support papier ou format numérique en mairies de SAINT-PIERRE-LAVAL et CHATELUS, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolisse aux jours et horaires habituels d'ouverture au public (horaires susceptibles d'être modifiés en fonction du contexte sanitaire pendant la période de l'enquête publique)

- sous format numérique sur le site internet de la préfecture de l'Allier : Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours

- sous format numérique sur le site internet de la communauté de communes Pays de Lapolisse : www.cc-paysdelapolisse.fr rubrique actualités

Le public pourra formuler ses observations et propositions, à partir du mercredi 17 février 2021 à partir de 9 h 00 jusqu'au vendredi 19 mars 2021 inclus à 16 h 00 :

- sur les registres de support papier ouverts à cet effet en mairies de SAINT-PIERRE-LAVAL et CHATELUS, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolisse, tenus à la disposition du public aux jours et horaires habituels d'ouverture (horaires susceptibles d'être modifiés en fonction du contexte sanitaire pendant la période de l'enquête publique),

- sur le registre dématérialisé accessible sur internet en utilisant le lien suivant : <http://cc-paysdelapolisse.fr>

Ce lien est également disponible sur le site internet de la préfecture de l'Allier : Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours

- par voie électronique à l'adresse suivante : boulet@cc-paysdelapolisse.fr

- par courriel adressé au commissaire enquêteur, à l'adresse des mairies de SAINT-PIERRE-LAVAL et CHATELUS, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolisse, sièges de l'enquête publique.

Les observations reçues par voie électronique seront transmises au commissaire enquêteur et consultables en mairies de SAINT-PIERRE-LAVAL et CHATELUS, ainsi qu'à la communauté de communes Pays de Lapolisse, sièges de l'enquête, ainsi que sur le site internet de la préfecture de l'Allier (www.allier.gouv.fr).

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations orales ou écrites, aux lieux, dates et horaires suivants :

A la mairie de Saint-Pierre-Laval :

- mercredi 17 février 2021 de 9 h 00 à 12 h 00

- mercredi 24 février 2021 de 9 h 00 à 12 h 00

- mercredi 10 mars 2021 de 9 h 00 à 12 h 00

A la mairie de Châtelus :

- vendredi 5 mars 2021 de 14 h 00 à 17 h 00

- vendredi 19 mars 2021 de 14 h 00 à 16 h 00

A la communauté de communes Pays de Lapolisse :

- vendredi 5 mars 2021 de 9 h 00 à 12 h 00

Les observations formulées par voie postale seront annexées aux registres d'enquête tenus à disposition aux sièges de l'enquête. Les observations adressées par voie électronique seront publiées, consultables sur le site susvisé et annexées aux registres d'enquête déposés dans les mairies et communautés de communes précitées.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, en mairies de SAINT-PIERRE-LAVAL, CHATELUS et à la communauté de communes Pays de Lapolisse, et sur les sites internet de la préfecture de l'Allier et de la communauté de communes du Pays de Lapolisse aux adresses suivantes : www.allier.gouv.fr et www.cc-paysdelapolisse.fr, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de : SAS CARRIÈRES VALLET (à l'attention de M. Michel VALLET, responsable de projet) Beuville 03220 SAINT-LEON. Tél. : 04.70.42.17.21. Courriel : privat@cc-paysdelapolisse.fr

2101097

CERTIFICAT DE PUBLICITE

A retourner à

Préfecture de l'Allier
Mission interministérielle de coordination
Mission politiques interministérielles économie et environnement
2 rue Michel de l'Hospital - CS 31649
03016 MOULINS Cedex

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE LAPALISSE

Je soussigné, Jacques de CHABANNES, Président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse,

Certifie que l'avis au public relatif à l'ouverture d'une enquête publique unique relative à la demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et en extension la carrière de roches massives située au lieu-dit « Le Bois Trayon » sur le territoire des communes de Saint-Pierre-Laval et Châtelus par le SAS Carrières Viallet et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Lapalisse,

a été publié le 01/02/2021 au siège de la Communauté de Communes

Et notamment affiché aux emplacements habituels à la porte de la communauté de communes, pendant toute la durée de l'enquête prescrite par la réglementation.

Fait à LAPALISSE

Le 22 MARS 2021

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
"PAYS de LAPALISSE"

CERTIFICAT DE PUBLICITE

A retourner à

Préfecture de l'Allier
Mission interministérielle de coordination
Mission politiques interministérielles économie et environnement
2 rue Michel de l'Hospital - CS 31649
03016 MOULINS Cedex

COMMUNE : SAINT PIERRE LAVAL

Je soussigné(e), maire de la commune de SAINT PIERRE-LAVAL

Certifie que l'avis au public en date du 25 janvier 2021

relatif l'enquête publique concernant la carrière VIALLET "le Bois Trayon" et la mise
en compatibilité du PLUi de la communauté de communes Pays de Lapalisse

a été publié le 27 janvier 2021

dans la commune de Saint Pierre Laval

Et notamment affiché aux emplacements habituels à la porte de la mairie, pendant
toute la durée de l'enquête prescrite par la réglementation.

Fait à :St Pierre Laval

Le 22 mars 2021

Le Maire,
Yves COLLANGES

(cachet de la Mairie)



CERTIFICAT DE PUBLICITE

A retourner à

Préfecture de l'Allier
Mission interministérielle de coordination
Mission politiques interministérielles économie et environnement
2 rue Michel de l'Hospital - CS 31649
03016 MOULINS Cedex

COMMUNE :

Je soussigné(e), maire de la commune deCHATELUS.....

Certifie que l'avis au public en date du25 janvier 2021.....

relatif àCarrière Viallet.....

.....Bois Tranchon.....

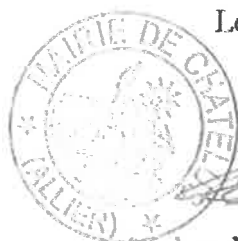
a été publié le29.10.11.2021.....

dans la commune deCHATELUS.....

Et notamment affiché aux emplacements habituels à la porte de la mairie, pendant toute la durée de l'enquête prescrite par la réglementation.

Fait à : Châteaufort

Le 29.10.11.21



Le Maire,

Adjoint au maire
COLAS Fabrice

(cachet de la Mairie)

CERTIFICAT DE PUBLICITE

A retourner à

Préfecture de l'Allier
Mission interministérielle de coordination
Mission politiques interministérielles économie et environnement
2 rue Michel de l'Hospital - CS 31649
03016 MOULINS Cedex

COMMUNE : ANDELAROCHE

Je soussigné(e), Pascale RICHARD, maire de la commune de ANDELAROCHE,

Certifie que l'avis au public en date du 25 janvier 2021

relatif à l'enquête publique unique à la demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de roches massives située au lieu-dit « Le Bois Trayon » sur le territoire des communes de Saint-Pierre Laval et Châtelus par la SAS Carrières VIALLET et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Lapalisse

a été publié le 28 janvier 2021

dans la commune de ANDELAROCHE

Et notamment affiché aux emplacements habituels à la porte de la mairie, pendant toute la durée de l'enquête prescrite par la réglementation, soit jusqu'au 20 mars 2021.

Fait à ANDELAROCHE

Le 23 mars 2021

Le Maire, Pascale RICHARD



(cachet de la Mairie)

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA LOIRE

MAIRIE DE
SAINT-MARTIN-D'ESTREAUX
42620

Tél. : 04.77.64.00.08
Fax. : 04.77.64.03.81
e-mail : mairie.estreaux@orange.fr

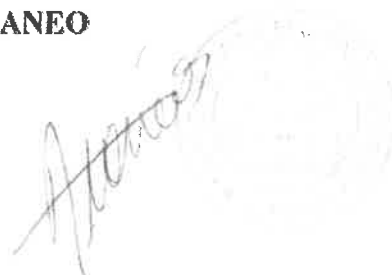
CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée, Christine ARANEO, Maire de Saint Martin d’Estreaux, certifie que l’avis d’enquête publique, concernant la demande d’autorisation d’exploiter en renouvellement et extension de la carrière de roches massives au lieu-dit « le bois trayon » sur les communes de St Pierre Laval et Châtelus par la SAS Carrières Viallet a été affiché du 17 février au 20 mars 2021.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Saint Martin d’Estreaux
Le 2 avril 2021.

Le Maire
C. ARANEO



Communes de Saint-Pierre-Laval (42620) et de Châtelus (03120)
Communauté de Communes du Pays de Lapalisse (03120),

Enquête Publique
relative à la demande d'autorisation par la société Carrières VIALLET
d'exploiter en renouvellement et en extension,
la carrière de roches massives située au lieu-dit « Bois Trayon »
sur les communes de Saint Pierre-Laval et de Châtelus
et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme du Pays de Lapalisse.

PROCES VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS

Présenté le 25 mars 2021 à 10h00 à M.Pierre VIALLET

Jean-Louis DUGNE
Commissaire Enquêteur

Pierre VIALLET
représentant la société Carrières VIALLET

En application de l'article R 123-18 du Code de l'Environnement, rappelé dans l'article 7 de l'arrêté n° 195 / 2021 en date du 25 janvier 2021 de Mme la préfète de l'Allier, je porte à votre connaissance par les présentes, le déroulement de l'enquête ainsi que les observations qui ont été émises au cours de l'enquête publique rappelée ci-dessus. Je vous rappelle que vous disposez d'un délai de quinze jours pour produire en réponse vos observations.

1- Le contexte de l'enquête et le projet d'exploitation

Le 30 janvier 1998 sous le n° 365 / 98, un arrêté d'exploitation de la carrière du « Bois Trayon » a été délivré par M. le préfet de l'Allier à la société CERF France pour une durée de 20 ans.

L'arrêté n° 2633 / 09 de M. le préfet de l'Allier en date du 3 août 2009, a autorisé la Sarl Carrières VIALLET à succéder à la société CERF France pour l'exploitation de la carrière du « Bois Trayon ».

En application du Code de l'Environnement, la société Carrières VIALLET a déposé le 20 avril 2018 à Mme la préfète de l'Allier, **une demande d'autorisation, en renouvellement et en extension, d'exploiter une carrière située au lieu-dit « Bois Trayon »,** carrière relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'autorisation d'exploitation est demandée pour une durée de 30 ans.

L'enquête publique porte sur le projet d'exploitation de la carrière présenté par la société Carrières VIALLET.

L'enquête publique porte également sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme du Pays de Lapalisse, car à ce jour le site de la carrière du Bois Trayon pourtant autorisé depuis 1998, apparaît au PLUi en zone A (zone agricole) et Nf (zone naturelle forestière). Cette carrière devra être classée en zone Nc (zone naturelle liée à l'exploitation de carrière).

Le projet de poursuite d'exploitation correspond à un élargissement et à un approfondissement de cette carrière. Il porte sur une emprise foncière de 9.95 ha.

La société CARRIERES VIALLET prévoit également dans cette emprise foncière une aire dédiée au traitement, au stockage et à la vente des granulats sur des terrains embranchés sur la RD707.

La durée d'exploitation sollicitée est de 30 ans dont 6 mois de remise en état. La production annuelle envisagée sera de 140 000 tonnes/an au maximum, avec une production courante de 120 000 tonnes/an. A noter que la précédente autorisation de 1998 portait sur une production de 600 000 tonnes/an.

Les matériaux rocheux granitiques seront traités en granulats destinés aux travaux publics, aménagements de voiries et paysagers.

Cette exploitation est réalisée à ciel ouvert, à flanc de coteau et hors d'eau. Les matériaux sont extraits par abattage à la pelle mécanique et minage, le traitement des roches massives est réalisé par broyage concassage et criblage.

2- Organisation de l'information et de la participation du public.

L'enquête s'est déroulée du 17 février 2021 au 19 mars 2021 inclus.

Elle a été ouverte le mercredi 17 février 2021 à 9h00 par mes soins, et clôturée de même le vendredi 19 mars 2021 à 16h00.

L'ensemble des dispositions réglementaires ont bien été respectées.

Le public a été informé et a pu prendre connaissance du projet sans obstacles ou limitation de l'information.

L'accueil du public et le recueil de ses observations en mairie de Châtelus, de Saint-Pierre-Laval et au siège de la Communauté de Communes du Pays de Lapalisse, ont été réalisés dans de bonnes conditions.

Le dossier était complet et respectait les obligations du porteur du projet.

3- Observations du public.

5 permanences ont été tenues :

- ✓ En mairie de Saint Pierre Laval :
 - Mercredi 17 février 2021 de 9h00 à 12h00,
 - Mercredi 24 février 2021 de 9h00 à 12h00,
 - Mercredi 10 mars 2021 de 9h00 à 12h00,
- ✓ En mairie de Châtelus :
 - Vendredi 5 mars 2021 de 14h00 à 17h00,
 - Vendredi 19 mars 2021 de 14h00 à 16h00,
- ✓ Au siège de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse :
 - Vendredi 5 mars 2021 de 9h00 à 12h00.

J'ai reçu la visite de Mme MASSE Jeanine et de M. COLAS Fabien lors des permanences en mairie de Châtelus.

J'ai eu de multiples échanges avec M. COLAS Philippe maire de Châtelus, M. COLLANGES Yves maire de Saint-Pierre-Laval, et M. De CHABANNES Jacques président de la Communauté de Communes Pays de Lapalisse.

Par ailleurs, M. JUNG Serge m'a transmis un courrier par voie électronique le 14 mars 2021.

Enfin, 2 observations ont été portées sur le registre de Châtelus par Mme De RE Marie Ange, et M. COTTE Guy.

3.1 Mme MASSE Jeanine est 1^{ère} adjointe au maire de Châtelus. Elle est domiciliée au hameau du Trayon au-delà du périmètre des 300 m.

Elle s'oppose au projet car elle s'inquiète des nuisances liées à l'exploitation, en particulier aux tirs de mines, au bruit et au trafic poids lourds sur la départementale. Elle déplore également la dépréciation de son bien immobilier. Elle redoute enfin la dégradation visuelle et paysagère induite par l'exploitation du site.

Mme MASSE aurait déjà engagé une procédure il y a une dizaine d'année à l'encontre de la carrière.

3.2 M. COLAS Fabien est le second adjoint au maire de Châtelus. Il s'oppose au projet pour des raisons environnementales, en particulier liées aux multiples impacts de cette exploitation sur l'environnement. Il redoute également l'impact visuel dégradé de la carrière depuis le bourg de Châtelus.

3.3 Mme De RE Marie Ange est conseillère municipale de Châtelus, domiciliée au bourg. Elle estime que la carrière n'apportera aucun bénéfice à la commune. Elle s'inquiète également des impacts négatifs de cette exploitation en terme de nuisances (bruit, trafic, ..).

3.4 M. COTTE Guy est natif de Châtelus et domicilié à Roanne. Il s'inquiète de l'impact négatif que la carrière pourrait avoir sur le bourg et sur le foncier. Il considère que ce projet est contraire aux enjeux de préservation de l'environnement et des paysages.

3.5 M. JUNG Serge est conseiller municipal de Saint-Pierre-Laval. Dans son observation, M. JUNG apporte quelques compléments à l'inventaire de la biodiversité dressé dans le dossier par le bureau d'études GEOPROJET, quant aux espèces présentes sur le site de la carrière.

4. Observations des collectivités concernées par le projet

4.1 Commune de Châtelus

Le conseil municipal de Châtelus, lors de la réunion du 28 février 2021, a émis **un avis défavorable au projet d'autorisation de la carrière de Bois Trayon.**

Le conseil évoque la présence de 3 habitations situées à moins de 500 m de la carrière qui risquent d'être impactées par les nuisances liées à l'exploitation, et dont la valeur foncière risque d'être dépréciée.

L'impact visuel de la carrière et de la zone de stockage depuis le bourg de Châtelus risque de dégrader le paysage.

Enfin la présence de la carrière n'aurait pas été prise en compte dans l'étude du PLUi Montagne Bourbonnaise, réalisée par Vichy Communauté.

4.2 Commune de Saint-Pierre-Laval

Le conseil municipal de Saint-Pierre-Laval, lors de la réunion du 26 février 2021, a émis **un avis favorable au projet.**

4.3 Communauté de Communes Pays de Lapalisse

Aucune délibération n'a été prise à ce jour par le conseil communautaire sur le projet.

4.4 Commune de Droiturier

Aucune délibération n'a été prise à ce jour par le conseil municipal sur le projet.

4.5 Commune de Andelaroche

Aucune délibération n'a été prise à ce jour par le conseil municipal sur le projet.

4.6 Commune de Saint-Martin-d'Estréaux

Aucune délibération n'a été prise à ce jour par le conseil municipal sur le projet.

5. Observations du commissaire enquêteur

5.1 Prévention des risques

Concernant les risques de pollution des sols et sous-sols, par les hydrocarbures, le projet prévoit la mise en œuvre de « *mesures de prévention strictes et des consignes d'approvisionnement à respecter* ».

Or le projet présenté ne prévoit pas de plateforme engins étanche destinée au ravitaillement des engins mobiles, plateforme reliée à un décanteur récupérateur d'hydrocarbures.

La solution d'utilisation de bacs de rétention souples amovibles sur l'installation et sous les engins, destinée à récupérer les égouttures, est-elle adaptée à un risque de déversement accidentel plus important ?

Je note par ailleurs que l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1998, prévoyait dans son article 3-4 la mise en œuvre d'une plateforme engins.

5.2 Défrichements

Le projet prévoit, en concertation avec le Service environnement de la DDT (Direction Départementale des Territoires) de l'Allier, la mise en plantation de robiniers faux acacias. (Visite sur site de M. PIGNOL le 22/01/2018).

Or la CDPENAF (commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et forestiers), présidée par M. PETIOT, directeur adjoint de la DDT de l'Allier, dans son avis rendu le 14 janvier 2021, émet un « *avis favorable au projet de mise en compatibilité du PLUi au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles agricoles et forestières* », « *en proscrivant la replantation de robiniers faux acacias car il s'agit d'une espèce invasive* ».

Il appartiendra à la société Carrières VIALLET de redéfinir la nature des plantations et replantations après concertation avec les différents services concernés de la DDT de l'Allier.

5.3 Commentaires sur les observations formulées lors de l'enquête

Une part des inquiétudes soulevées par les habitants de Châtelus quant à la dégradation éventuelle du paysage depuis le bourg, a pu être levée lors des échanges entre M. COLAS Philippe, M. VIALLET Pierre et moi-même le 19 mars dernier. Il apparaît que le site d'exploitation et ses différents fronts de taille, ne sont pas visibles depuis le bourg de Châtelus.

Seule la zone de stockage et de traitement de matériaux serait visible depuis le bourg de Châtelus. Il importera de veiller à ce que les merlons végétalisés suffisent à masquer les tas de granulats.

Concernant la prise en compte de la carrière dans le PLUi Montagne Bourbonnaise, le projet d'extension de la carrière VIALLET est bien pris en compte dans l'étude (cf pages 203, 204, 205 Rapport de Présentation tome 3, Evaluation environnementale).

L'enquête publique relative au PLUi de la Montagne Bourbonnaise a été clôturée le 18 mars 2021. Compte tenu de la concomitance des 2 enquêtes, l'exploitation de la carrière ne sera intégrée au PLUi en zonage Nc qu'au regard d'un l'arrêté préfectoral favorable à la demande d'autorisation en renouvellement et en extension. Si l'arrêté s'avérait défavorable, la carrière ne serait pas intégrée au PLUi.

A Escurolles, le 25 mars 2021

Jean-Louis DUGNE
Commissaire Enquêteur

PREMIÈRE JOURNÉE

Les _____ de _____ heures _____ à _____ heures _____

Observations de M^{me}

De M^{me} Annie Ange le Bourg Châtelus.
Je ne vois aucun intérêt pour la commune de
Châtelus d'avoir une carrière, même excentré du
bourg - d'une part financière que peut-elle nous
apporter?

- et d'autre part et non des moindres la perte
de notre belle vue, un inconvénient visuel, écologique.
Et plus les nuisances sonore par les tirés de
mines, allées et venues des camions et engins de
chantier?

Pour les personnes qui ne voient aucun inconvénient
à la présence de cette carrière (et c'est leur droit)
Seraient-elles prêtes à vivre dans un petit rayon
de 200 m autour de ce genre de lieu?

- Une habitante inquiète -

Cette Guy - Mairie de Châtelus.

Projet de carrière qui va à l'encontre de la sauvegarde
des paysages et de l'environnement et de l'éducation.

Impact visuel non négligeable. Dépréciation des
biens fonciers et surtout de l'image de la commune.



MAIRIE DE CHATELUS
Le Bourg
03120 CHATELUS
 Tel/fax : 04.70.31.13.28
 Mail : mairie.chatelus03@gmail.com

Envoyé en préfecture le 18/03/2021
 Reçu en préfecture le 18/03/2021
 Affiché le 18/03/2021
 ID : 003-210300687-20210228-2021098-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

28 février 2021

N° 2021-09g

Nombre de Membres : L'An deux mil vingt-et-un, le dimanche vingt-huit février à 10h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de CHATELUS, se sont réunis à la mairie sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, COLAS Philippe.

En exercice : 11
 Présents : 9
 Excusés : 2
 Absent : 0

Date de convocation du Conseil : 25/02/2021
PRESENTS : Mmes et MM COLAS Philippe, GEORGES Marie-Hélène, BENOIT Karine, DE JONG Michel, DE RE Marie-Ange, MASSE Jeannine, GRANDJACQUOT Marcel, GRANDJACQUOT Denise, COLAS Fabien, COLAS Audrey.
Excusé : M. ETIEN Gérard
 Secrétaire de séance : Mmc BENOIT Karine.
 Madame COLAS Sylvie assiste à la réunion

Objet : Enquête publique Carrière Viallet

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une enquête publique a été ouverte le 17 février 2021 et se terminera le 19 mars 2021 concernant une demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension de la carrière de roches massives située au lieudit « Bois Trayon » sur les communes de Châtelus et de Saint-Pierre-Laval par la SAS Carrières VIALLET avec mise en compatibilité du PLUI du Pays de Lapalisse.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et vu l'emplacement de ce projet de carrière, dit ne pas être défavorable à l'installation d'une entreprise sur la commune mais est très réservé sur l'exploitation de cette carrière.

En effet, le site du Bois Trayon est connu :

- pour son emplacement géographique : le GR3 passe juste à côté de l'exploitation de cette carrière
- pour son histoire : la madone de Trayon est érigée au plus haut point de cette colline et de nombreux visiteurs y effectuent des randonnées
- pour sa vue sur la Montagne Bourbonnaise

De plus, 3 habitations situées sur Châtelus et non propriété de l'entreprise ou de la famille Viallet vont être fortement impactées par l'exploitation de cette carrière puisqu'elles se trouvent à moins de 500 m du site : nuisances sonores, trafic de camions ou autres véhicules, poussières, dépréciation de la valeur foncière, vibrations...

L'impact visuel d'une carrière à cet endroit sera très important depuis le bourg de Châtelus : c'est une partie importante de cette colline qui sera creusée. Le stockage de la carrière devrait également se situer en bordure de la D2007 offrant un visuel désertique aux utilisateurs de cette voie.

On peut noter également que ce projet va à l'encontre de toutes les politiques menées pour la sauvegarde des paysages, de l'environnement et de l'écologie, système déjà bien malmené par la

construction d'infrastructures (nouvelle RN7 par exemple mais qui
 Pays de Lapalisse mais surtout a permis de baisser la mortalité sur c
 La commune de Châtelus ne fait que 664 ha et 10 ha de zone exploitable sur les deux communes
 auront un impact important sur le paysage.
 On peut également soulever le fait que l'installation de cette carrière n'a pas été prévu dans l'étude
 du PLUI réalisée par Vichy Communauté et qu'il conviendrait de prendre ces modifications en
 considération dans cette étude.

Envoyé en préfecture le 18/03/2021
 Reçu en préfecture le 18/03/2021
 Affiché le 18/03/2021
 ID : 003-210300687-20210228-2021098-DE

Par tous ces points, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, émet un avis
 défavorable à l'installation de cette carrière au « Bois Trayon ».

Fait et délibéré le 28 février 2021

Ont signé au registre les membres présents.

Pour copie conforme en Mairie, le 18 mars 2021.

Le Maire,
 COLAS Philippe.



SAS CARRIERES VIALLET

Numéro :

1

Observation :

Enquête publique carrière Viallet

Date de dépôt :

14/03/2021

Heure de dépôt :

15:10

Validé :

☒

Modéré :

☐

Bonjour.

Je vous adresse mon avis concernant l'enquête publique pour une demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension la carrière de roches massives située au lieu-dit "le Bois-Trayon" sur le territoire des communes de Saint-Pierre Laval et Châteauneuf par la SAS VIALLET, et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Laval.

La carrière actuelle est déjà d'une certaine importance, elle est entourée de bois de bouleaux et de chênes ainsi que de douglas comme essences principales. à signaler aussi de nombreux genêts. Les arbres étant à majorité des feuillus, abritent plusieurs espèces d'oiseaux nicheurs et de petits mammifères.

A citer pour le bouleau :
larin des aulnes, eizerin flammé, charbonnet élégant, mésanges, pouillots. le bouleau héberge, notamment au niveau du feuillage, un nombre élevé d'inséctes (un total de l'ordre de 280 espèces a été recensé pour les deux essences courantes) dont des chenilles ou des larves de tenthréides, qui offrent de belles opportunités aux passereaux insectivores ; les graines minuscules, nichées entre les "écalles" des "fruites", font quant à elles le régal des passereaux granivores.

A citer pour le chêne pédonculé :
pics (notamment l'épiche), geai des chênes, mésanges, fauvettes à tête noire et des jardiins... Intérêt élevé pour les insectivores (plus de 300 espèces d'inséctes associées !), notamment grâce aux chenilles. Les glands sont consommés par plusieurs espèces et les « gales », ces billes qui abritent une larve, sont décorées par certains oiseaux.

Il n'y a pas de zones humides à proximité sauf erreur de ma part. A signaler tout près la présence du réseau le Jolot.

Des habitations avoisinent la carrière, celle de Perraud, Trayon et les Chevreux.

Cordialement
Serge JUNG
Conseiller Municipal
Saint Pierre Laval


Nom :

Adresse :

EP21010

1/2

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'ALLIER

Envoyé en préfecture le 15/03/2021
Reçu en préfecture le 15/03/2021
Affiché le 
ID : 003-210302501-20210226-D11_02_2021-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE-LAVAL

Membres : Affiliés au conseil municipal :	11
En exercice	11
Qui ont pris part à la délibération	11

Convocation du 19 février 2021

SEANCE ORDINAIRE DU 26 FEVRIER 2021

L'an deux mil vingt et un et le vingt-six février à dix-neuf heures, les membres du Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqués, se sont réunis au nombre prescrit par la loi, dans la salle de la mairie, sous la présidence de Monsieur Yves COLLANGES, Maire.

PRÉSENTS : Mesdames et Messieurs COLLANGES Y / LATOUR / THUILLIER / GUILLON / MEUNIER / JULIEN / JUNG / PERRIER / POURRET.

Secrétaire de séance : Madame Christelle GUILLON

D11-02-2021

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE A LA
DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER EN RENOUVELLEMENT ET
EXTENSION DE LA CARRIÈRE DE ROCHE PAR LA SAS CARRIÈRES
VIALLET ET LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU INTERCOMMUNAL
DU PAYS DE LAPALISSE

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'une ouverture d'une enquête publique unique relative à la demande d'autorisation d'exploiter en renouvellement et extension de la carrière de roche massive situé au lieudit le Bois Trayon sur le territoire des communes de Saint-pierre Laval et Châtelus par la SAS Carrières VIALLET et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Lapalisse est soumis à la consultation du public selon les modalités fixées par l'arrêté du 25 janvier 2021 soit du 17 février 2021 au 19 mars 2021

Un affichage de l'avis de consultation du public est effectué (depuis le 27 janvier 2021, date de réception du courrier de la Préfecture).

La préfecture demande au conseil municipal de se prononcer sur la demande d'enregistrement présentée par la SAS Carrières VIALLET.

Après discussion et en avoir délibéré, le conseil municipal décide de donner un avis favorable avec 10 voix pour : et 1 abstention.

Fait et délibéré en Mairie les jours, mois et an que dessus.
Au registre ont signé tous les membres présents

Pour copie conforme

Le Maire,
Yves COLLANGES





Monsieur Jean-Louis DUGNE
Commissaire enquêteur

Saint-Léon, le 31 mars 2021

Objet : Demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter en renouvellement et en extension de la carrière de roches massives de « Bois Trayon » sur les communes de Saint Pierre Laval et de Châtelus.

Monsieur le commissaire enquêteur,

Veuillez trouver ci-dessous notre réponse au procès verbal suite à l'enquête publique relative au renouvellement et en extension de l'autorisation d'exploiter de la carrière citée en objet :

- Concernant l'observation des risques de pollution des sols et sous sols, par des hydrocarbures :
 - Afin de respecter au mieux les éléments indiqués dans le projet d'arrêté, nous mettrons en place dès l'autorisation d'exploiter, une plateforme étanche reliée à un décanteur séparateur d'hydrocarbures. Les autres mesures préventives citées au dossier de demande sont maintenues.
- Concernant l'observation sur le défrichement :
 - La mise en plantation se fera en collaboration avec les services de la DDT, afin de prendre en compte la prescription de Mr PETIOT (Directeur Adjoint de la DDT) concernant la replantation de robiniers faux acacias. Nous envisagerons la plantation de châtaigniers, merisiers ou noyers.
- Concernant les observations sur la pollution visuelle de la carrière.
 - La zone d'extraction n'est pas visible depuis la commune de châtelus, elle n'est visible que depuis le nord est de la carrière, où il n'y a pas d'habitations.
 - D'autre part, comme il est indiqué dans le dossier, la zone de stockage sera bordée le long de la RD 2007, par un merlon végétalisé. Il est à noter que la plantation de résineux située en face et de l'autre côté de la RD2007 crée un écran visuel supplémentaire. (Cf. photos jointes à la présente)
- Concernant les observations liées au voisinage :
 - Nous avons fait réaliser le 2 juillet 2012 un procès verbal de constat des habitations par Maître Tatiana NUPS, huissier de justice à Bellerive sur Allier. Ce constat a été réalisé dans les habitations aux abords de la carrière en présence de Mme MASSE propriétaire, en présence de Mr POTIGNAT, et chez Mr et Mme RAEDTS. Aucunes remarques ne nous ont été notifiées depuis ce constat par ces mêmes propriétaires.

SAS CARRIERES VIALLET – 15 rue des Acacias – 03220 SAINT LEON
Tél. : 04.70.42.17.21 – Email : pviallet3@wanadoo.fr

- De plus, nous confirmons qu'un constat d'huissier des habitations sera réalisé avant la mise en fonction de la carrière, et que nous nous engageons à installer un appareil de mesures des vibrations chez l'une ou l'autre de ces habitations lors des tirs sur le site.
- Concernant les observations liées aux impacts environnementales :
 - L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation a fait l'objet d'un examen approfondi par les services de la DREAL (pôle Nature, Eau, Préservation des milieux et des espèces). Les autres services de l'Etat concernés par cette thématique ont été consultés. L'étude d'impact, reconnue complète, détaille les enjeux, les effets prévisibles et les mesures ERC (Evitement, Réduction, Compensation) prise par l'exploitant pour ce projet

Nous vous prions de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, à l'assurance de notre haute considération.

Pierre VIALLET
Directeur Général



Schéma de principe

Coupe A.A



futur accès à la zone de stockage

Herbon végétalisé

Plantation de résineux

Angle de vue depuis
Chateaus 2 km 300

Rouvre

N 2007

Capitane

Google Maps Les Chevreux

17

Zone d'exploitation



Images ©2021 CNES / Airbus, Maxar Technologies, Données cartographiques ©2021 200 m